

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 2-1429 - n° 1. — Rapport du 25 février 2003 de Mmes Taelman et de T'Serclaes, 2-1429 - n° 2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 2-1429 - n° 3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 27 février 2003.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 2-1429 - nr. 1. — Verslag van 25 februari 2003 van Mevrn. Taelman en de T'Serclaes, 2-1429 - nr. 2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 2-1429 - nr. 3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 februari 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1949

[C — 2003/09435]

24 AVRIL 2003. — Loi réformant l'adoption (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code civil*

Art. 2. Le titre VIII du livre premier du Code civil, comprenant les articles 343 à 370, est remplacé par les dispositions suivantes :

"TITRE VIII. — De l'adoption

CHAPITRE I^{er}. — *Droit interne*

Section 1^{re}. — *Disposition générale*

Art. 343. § 1^{er}. On entend par :

a) adoptant : une personne, des époux de sexe différent, ou des cohabitants de sexe différent;

b) cohabitants : deux personnes de sexe différent non apparentées qui vivent ensemble de façon permanente et affective depuis au moins trois ans au moment de l'introduction de la demande en adoption;

c) enfant : une personne âgée de moins de dix-huit ans.

§ 2. Il existe deux sortes d'adoption : l'adoption simple et l'adoption plénière.

Section 2. — *Dispositions communes
aux deux sortes d'adoption*

§ 1^{er}. Des conditions de l'adoption

A. Conditions fondamentales

Art. 344-1. Toute adoption doit se fonder sur de justes motifs et, si elle porte sur un enfant, ne peut avoir lieu que dans son intérêt supérieur et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international.

Art. 344-2. Une personne dont la filiation maternelle est établie ne peut pas être adoptée par sa mère. Une personne dont la filiation paternelle est établie ne peut pas être adoptée par son père.

B. Ages

Art. 345. L'adoptant ou les adoptants doivent avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans et avoir au moins quinze ans de plus que l'adopté.

Toutefois, si l'adopté est un descendant au premier degré ou un adopté du conjoint ou du cohabitant, même décédé, de l'adoptant, il suffit que ce dernier ait atteint l'âge de dix-huit ans et ait dix ans de plus que l'adopté.

Ces conditions doivent être remplies au moment du dépôt de la requête en adoption.

C. Aptitude

Art. 346-1. S'ils désirent adopter un enfant, l'adoptant ou les adoptants doivent être qualifiés et aptes à adopter.

Est apte à adopter, la personne qui possède les qualités socio-psychologiques nécessaires pour ce faire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1949

[S — C — 2003/09435]

24 APRIL 2003. — Wet tot hervorming van de adoptie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. Titel VIII van boek I van het Burgerlijk Wetboek, dat de artikelen 343 tot 370 bevat, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"TITEL VIII. — Adoptie

HOOFDSTUK I. — *Intern recht*

Afdeling 1. — *Algemene bepaling*

Art. 343. § 1. Er wordt verstaan onder :

a) adoptant : een persoon, echtgenoten van ongelijk geslacht, of samenwonenden van ongelijk geslacht;

b) samenwonenden : twee personen van ongelijk geslacht die geen verwanten zijn van elkaar en die op een permanente en affectieve wijze samenwonen sedert ten minste drie jaar op het tijdstip van de indiening van het verzoek tot adoptie;

c) kind : een persoon van minder dan achttien jaar.

§ 2. Er bestaan twee vormen van adoptie : de gewone adoptie en de volle adoptie.

Afdeling 2. — *Bepalingen gemeenschappelijk
aan beide vormen van adoptie*

§ 1. Voorwaarden voor adoptie

A. Grondvoorwaarden

Art. 344-1. Adopties moeten steeds gegrond zijn op wettige redenen en ingeval zij betrekking hebben op een kind kunnen zij slechts plaatsvinden in het hoger belang van dat kind en met eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen.

Art. 344-2. Een persoon van wie de afstamming van moederszijde vaststaat, kan niet door zijn moeder worden geadopteerd. Een persoon van wie de afstamming van vaderszijde vaststaat, kan niet door zijn vader worden geadopteerd.

B. Leeftijd

Art. 345. De adoptant of de adoptanten moeten de leeftijd van vijftienvijftig jaar hebben bereikt en ten minste vijftien jaar ouder zijn dan de geadopteerde.

Het volstaat evenwel de leeftijd van achttien jaar te hebben bereikt en ten minste tien jaar ouder te zijn dan de geadopteerde wanneer het gaat om een afstammeling in de eerste graad of om een geadopteerde van de echtgenoot of van de samenwonende, zelfs overleden, van de adoptant.

Deze voorwaarden moeten vervuld zijn op het tijdstip van indiening van het verzoekschrift tot adoptie.

C. Geschiktheid

Art. 346-1. De adoptant of de adoptanten die een kind wensen te adopteren moeten bekwaam en geschikt zijn om te adopteren.

Een persoon die daartoe over de vereiste sociaal-psychologische eigenschappen beschikt, is geschikt om te adopteren.

Art. 346-2. L'aptitude est appréciée par le tribunal de la jeunesse sur la base d'une étude sociale, qu'il ordonne. La personne ou les personnes désireuses d'adopter un enfant doivent, préalablement à cette appréciation de leur aptitude, avoir suivi la préparation organisée par la communauté compétente, comprenant notamment une information sur les étapes de la procédure, les effets juridiques et les autres conséquences de l'adoption ainsi que sur la possibilité et l'utilité d'un suivi post-adoptif.

Le tribunal tient compte, notamment, de la situation personnelle, familiale et médicale de l'intéressé, et des motifs qui l'animent.

L'étude sociale n'est cependant pas obligatoire lorsque l'adoptant désire adopter un enfant :

1° apparenté, jusqu'au troisième degré, à lui-même, à son conjoint ou à son cohabitant, même décédés; ou

2° dont il partage déjà la vie quotidienne ou avec lequel il entretient déjà un lien social et affectif.

D. Nouvelle adoption

Art. 347-1. Un enfant qui a déjà été adopté, de manière simple ou plénière, peut être adopté une nouvelle fois, de manière simple ou plénière, si toutes les conditions requises pour l'établissement de la nouvelle adoption sont remplies et que, soit :

1° l'adoptant ou les adoptants antérieurs sont décédés;

2° l'adoption antérieure a été révisée ou l'adoption simple antérieure a été révoquée à l'égard de l'adoptant ou des adoptants;

3° des motifs très graves commandent qu'une nouvelle adoption soit prononcée à la requête du ministère public.

Art. 347-2. Une personne déjà adoptée, de manière simple ou plénière, par deux adoptants, peut être adoptée une nouvelle fois, de manière simple ou plénière, par le nouveau conjoint ou cohabitant de l'un de ceux-ci si toutes les conditions requises pour l'établissement de cette nouvelle adoption sont remplies et que, soit :

1° l'autre adoptant antérieur est décédé;

2° l'adoption simple antérieure a été révoquée à l'égard de l'autre adoptant;

3° des motifs très graves commandent qu'une nouvelle adoption soit prononcée à la requête du ministère public.

Art. 347-3. Après la transcription d'un jugement prononçant l'adoption simple d'un enfant, l'adoptant ou les adoptants peuvent introduire une requête tendant à convertir celle-ci en adoption plénière. Cette conversion n'est permise que si toutes les conditions, notamment de consentement, requises pour l'établissement de l'adoption plénière sont remplies.

E. Consentements

Art. 348-1. Toute personne âgée de douze ans au moins lors du prononcé du jugement d'adoption doit consentir ou avoir consenti à son adoption.

Par dérogation à l'alinéa premier, le consentement n'est pas requis de la personne déclarée interdite, en état de minorité prolongée ou dont le tribunal estime, en raison d'éléments de fait constatés par procès-verbal motivé, qu'elle est privée de discernement.

Art. 348-2. Lorsque l'adoptant, l'un des adoptants ou l'adopté est marié et non séparé de corps ou cohabitant lors de la comparution devant le tribunal appelé à statuer sur la requête en adoption, son conjoint ou cohabitant doit consentir à l'adoption, sauf s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, sans aucune demeure connue ou déclaré absent.

Art. 348-3. Lorsque la filiation d'un enfant, d'un mineur prolongé ou d'un interdit est établie à l'égard de sa mère et de son père, ceux-ci doivent tous deux consentir à l'adoption. Toutefois, si l'un d'eux est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, sans aucune demeure connue ou déclaré absent, le consentement de l'autre suffit.

Lorsque la filiation d'un enfant, d'un mineur prolongé ou d'un interdit n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs, seul celui-ci doit consentir à l'adoption.

Art. 346-2. De geschiktheid wordt door de jeugdrechtbank beoordeeld op grond van een door haar te bevelen maatschappelijk onderzoek. Vooraleer over hun geschiktheid wordt geoordeeld, moeten de persoon of de personen die een kind wensen te adopteren de voorbereiding hebben gevolgd die door de bevoegde gemeenschap wordt verstrekt, en die meer bepaald de informatie inhoudt over de stappen in de procedure, de juridische en de andere gevolgen van de adoptie, en over de mogelijkheid en het nut van nazorg na de adoptie.

De rechtbank houdt inzonderheid rekening met de persoonlijke, familiale en medische toestand van de betrokkene, en met zijn beweegredenen.

Het maatschappelijk onderzoek is echter niet verplicht wanneer de adoptant een kind wenst te adopteren :

1° dat met hem, met zijn echtgenoot of met de persoon met wie hij samenwoont, zelfs overleden, verwant is tot in de derde graad; of

2° met wie hij reeds het dagelijkse leven deelt of met wie hij reeds een sociale en affectieve band heeft.

D. Nieuwe adoptie

Art. 347-1. Een kind dat reeds is geadopteerd, ongeacht of het daarbij gaat om een gewone dan wel om een volle adoptie, kan nogmaals worden geadopteerd, zowel bij wijze van een gewone als van een volle adoptie, indien alle voorwaarden gesteld voor het totstandkomen van de nieuwe adoptie zijn vervuld en indien, ofwel :

1° de vorige adoptant of adoptanten overleden zijn;

2° de vorige adoptie herzien is of de vorige gewone adoptie ten aanzien van de adoptant of van de adoptanten herroepen is;

3° zeer gewichtige redenen bestaan die vereisen dat op verzoek van het openbaar ministerie een nieuwe adoptie wordt uitgesproken.

Art. 347-2. Een persoon die reeds door twee adoptanten geadopteerd is, ongeacht of het daarbij gaat om een gewone of om een volle adoptie, kan door de nieuwe echtgenoot of samenwonende nogmaals worden geadopteerd, zowel bij wijze van een gewone als van een volle adoptie, indien alle voorwaarden gesteld voor het totstandkomen van de nieuwe adoptie zijn vervuld en indien, ofwel :

1° de andere vorige adoptant overleden is;

2° de vorige gewone adoptie ten aanzien van de andere adoptant herroepen is;

3° zeer gewichtige redenen bestaan die vereisen dat op verzoek van het openbaar ministerie een nieuwe adoptie wordt uitgesproken.

Art. 347-3. Na de overschrijving van een vonnis waarbij de gewone adoptie van een kind wordt uitgesproken, kunnen de adoptant of de adoptanten een verzoekschrift indienen dat erop is gericht deze adoptie in een volle adoptie om te zetten. Deze omzetting wordt slechts toegestaan indien alle voorwaarden, inzonderheid deze betreffende de toestemming, gesteld voor het totstandkomen van de volle adoptie, zijn vervuld.

E. Toestemmingen

Art. 348-1. Eenieder die op het tijdstip van de uitspraak van het vonnis van adoptie, de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, moet in zijn adoptie toestemmen of daarin hebben toegestemd.

In afwijking van het eerste lid is de toestemming niet vereist indien hij onbekwaam is verklaard of zich in een staat van verlengde minderjarigheid bevindt, dan wel de rechtbank, op grond van feiten vastgesteld in een met redenen omkleed proces-verbaal, oordeelt dat hij geen onderscheidingsvermogen heeft.

Art. 348-2. Wanneer de adoptant, een van de adoptanten of de geadopteerde gehuwd is en niet van tafel en bed is gescheiden of samenwoont op het tijdstip van verschijning voor de rechtbank die over het verzoekschrift tot adoptie uitspraak moet doen, moet zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont in de adoptie toestemmen, behalve indien deze laatste zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wil te kennen te geven, geen gekende verblijfplaats heeft of afwezig is verklaard.

Art. 348-3. Wanneer de afstamming van een kind, van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid of van een onbekwaamverklaarde ten aanzien van zijn moeder en van zijn vader vaststaat, moeten beiden in de adoptie toestemmen. Indien echter een van hen zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wil te kennen te geven, geen gekende verblijfplaats heeft of afwezig is verklaard, is de toestemming van de andere voldoende.

Wanneer de afstamming van een kind, van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid of van een onbekwaamverklaarde slechts ten aanzien van een van zijn ouders vaststaat, dient enkel deze in de adoptie toe te stemmen.

Art. 348-4. La mère et le père ne peuvent consentir à l'adoption que deux mois après la naissance de l'enfant.

Ils sont informés sur l'adoption et les conséquences de leur consentement par le tribunal devant lequel le consentement doit être exprimé et par son service social.

Cette information porte notamment sur les droits, aides et avantages garantis par la loi ou par décret aux familles, aux pères et mères, célibataires ou non, et à leurs enfants, ainsi que sur les moyens auxquels il est possible de recourir pour résoudre les problèmes sociaux, financiers, psychologiques ou autres posés par leur situation.

Art. 348-5. Lorsque la filiation d'un enfant ou d'un interdit n'est pas établie ou lorsque le père et la mère d'un enfant ou d'un interdit ou le seul parent à l'égard duquel sa filiation est établie sont décédés, dans l'impossibilité de manifester leur volonté, sans aucune demeure connue ou déclarés absents, le consentement est donné par le tuteur.

En cas d'adoption par le tuteur, le consentement est donné par le subrogé tuteur. Si les intérêts du subrogé tuteur sont en opposition avec ceux du mineur, le consentement est donné par un tuteur ad hoc désigné par le tribunal à la requête de toute personne intéressée ou du procureur du Roi.

Art. 348-6. En cas de nouvelle adoption d'un enfant, d'un mineur prolongé ou d'un interdit qui a bénéficié antérieurement d'une adoption simple, sont requis :

1° le consentement des personnes ayant consenti à l'adoption antérieure;

2° le consentement de l'adoptant ou des adoptants antérieurs, sauf si la révocation ou la révision de l'adoption antérieure a été prononcée à leur égard.

Si l'une de ces personnes est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, sans aucune demeure connue ou déclarée absente, son consentement n'est pas requis. De même, n'est pas requis le consentement du père ou de la mère d'origine, du tuteur et du subrogé tuteur, ou du conjoint ou cohabitant de l'adopté qui aurait refusé abusivement de consentir à l'adoption antérieure, ni celui des père et mère, lorsque l'enfant avait été déclaré abandonné par eux.

Art. 348-7. En cas de nouvelle adoption d'un enfant, d'un interdit ou d'un mineur prolongé qui a bénéficié antérieurement d'une adoption plénière, le consentement de l'adoptant ou des adoptants antérieurs est requis, sauf s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, sans aucune demeure connue, déclarés absents ou si la révision de l'adoption antérieure a été prononcée à leur égard.

Art. 348-8. Toute personne dont le consentement à l'adoption est requis, l'exprime soit :

1° par déclaration faite en personne au tribunal saisi de la requête en adoption, et dont celui-ci dresse procès-verbal;

2° par acte passé devant un notaire de son choix ou devant le juge de paix de son domicile.

Il est précisé si le consentement est donné pour une adoption simple ou pour une adoption plénière.

Le retrait du consentement n'est possible que jusqu'au prononcé du jugement et, au plus tard, six mois après le dépôt de la requête en adoption et doit être établi dans la même forme que celle requise pour le consentement à l'adoption.

Art. 348-9. Tout membre de la famille d'origine de l'enfant dont le consentement est requis peut préciser dans la déclaration ou l'acte de son consentement, soit :

1° qu'il entend rester dans l'ignorance de l'identité de l'adoptant ou des adoptants; dans ce cas, il désigne la personne qui le représentera dans la procédure;

2° qu'il ne désire plus intervenir ultérieurement dans la procédure; dans ce cas, il désigne également la personne qui le représentera.

Art. 348-4. Zowel de moeder als de vader kunnen hun toestemming slechts geven twee maanden na de geboorte van het kind.

Zij worden over de adoptie en de gevolgen van hun toestemming geïnformeerd door de rechtbank voor wie de toestemming dient te worden gegeven en door haar sociale dienst.

Deze informatie heeft inzonderheid betrekking op de rechten, de bijstand en de voordelen waarop de families, de vaders en moeders, al dan niet alleenstaand, en hun kinderen bij wet of decreet aanspraak kunnen maken, alsook op de middelen waarop een beroep kan worden gedaan om sociale, financiële, psychologische of andere problemen die hun situatie meebrengt, op te lossen.

Art. 348-5. Wanneer de afstamming van een kind of van een onbekwaamverklarde niet vaststaat of wanneer de vader en de moeder van een kind of van een onbekwaamverklarde, of de enige ouder ten aanzien van wie de afstamming vaststaat, overleden zijn, zich in de onmogelijkheid bevinden hun wil te kennen te geven, geen gekende verblijfplaats hebben of afwezig zijn verklaard, wordt de toestemming door de voogd gegeven.

In geval van adoptie door de voogd, wordt de toestemming gegeven door de toeziende voogd. Ingeval de belangen van de toeziende voogd tegenstrijdig zijn met die van de minderjarige, wordt de toestemming gegeven door een voogd ad hoc aangewezen door de rechtbank op verzoek van iedere betrokken persoon of van de procureur des Konings.

Art. 348-6. Voor de nieuwe adoptie van een kind, van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid of van een onbekwaamverklarde die voorheen op gewone wijze is geadopteerd, zijn vereist :

1° de toestemming van de personen die in de vorige adoptie hebben toegestemd;

2° de toestemming van de vorige adoptant of adoptanten, behalve indien de vorige adoptie ten aanzien van die persoon of personen herroepen of herzien is.

Indien een van die personen zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wil te kennen te geven, geen gekende verblijfplaats heeft of afwezig is verklaard, is zijn toestemming niet vereist. De toestemming van de oorspronkelijke vader of moeder, van de voogd en van de toeziende voogd, van de echtgenoot van de geadopteerde, of van de persoon met wie hij samenwoont, die vroeger onverantwoord geweigerd hebben in de adoptie toe te stemmen, evenals die van de vader en de moeder wanneer het kind door hen verlaten werd verklaard, is evenmin vereist.

Art. 348-7. Voor de nieuwe adoptie van een kind, van een onbekwaamverklarde of van een persoon in staat van verlengde minderjarigheid die voorheen ten volle is geadopteerd, is de toestemming van de vorige adoptant of adoptanten vereist, behalve indien zij zich in de onmogelijkheid bevinden hun wil te kennen te geven, geen gekende verblijfplaats hebben of afwezig zijn verklaard, of indien de vorige adoptie ten aanzien van hen herzien is.

Art. 348-8. Eenieder van wie de toestemming in de adoptie vereist is, kan zulks doen door middel van ofwel :

1° een persoonlijke verklaring gedaan voor de rechtbank die het verzoekschrift tot adoptie behandelt en waarvan deze een proces-verbaal opstelt;

2° een akte verleden ten overstaan van een notaris naar keuze of ten overstaan van de vrederechter van zijn woonplaats.

Er moet nader worden bepaald dat de toestemming wordt gegeven voor een gewone adoptie of voor een volle adoptie.

De intrekking van de toestemming is slechts mogelijk tot het tijdstip van de uitspraak van het vonnis en, ten laatste, zes maanden na de indiening van het verzoekschrift tot adoptie en dient te geschieden in dezelfde vorm als vereist is voor de toestemming in de adoptie.

Art. 348-9. Ieder lid van de oorspronkelijke familie van het kind van wie de toestemming vereist is, kan in de akte of in de verklaring houdende zijn toestemming nader bepalen dat :

1° hij de identiteit van de adoptant of van de adoptanten niet wenst te kennen; in dat geval, wijst hij een persoon aan die hem in het kader van de procedure zal vertegenwoordigen; of dat

2° hij later in de procedure niet wenst tussenbeide te komen; in dat geval, wijst hij eveneens een persoon aan die hem zal vertegenwoordigen.

La personne qui fait usage de l'une des possibilités prévues à l'alinéa précédent fait élection de domicile.

Art. 348-10. Toute personne dont le consentement est requis et qui ne désire pas consentir à l'adoption peut exprimer son refus, soit :

1° par déclaration faite en personne au tribunal saisi de la requête en adoption, et dont celui-ci dresse procès-verbal;

2° par acte passé devant un notaire de son choix ou devant le juge de paix de son domicile.

Le fait de ne pas comparaître devant le tribunal après avoir été convoqué par le greffier sous pli judiciaire, est assimilé à un refus de consentement.

Art. 348-11. Lorsqu'une personne qui doit consentir à l'adoption en vertu des articles 348-2 à 348-7 refuse ce consentement, l'adoption peut cependant être prononcée à la demande de l'adoptant, des adoptants ou du ministère public s'il apparaît au tribunal que ce refus est abusif.

Toutefois, si ce refus émane de la mère ou du père d'un enfant, le tribunal ne peut prononcer l'adoption, sauf s'il s'agit d'une nouvelle adoption, que s'il apparaît, au terme d'une étude sociale approfondie, que cette personne s'est désintéressée de l'enfant ou en a compromis la santé, la sécurité ou la moralité.

§ 2. Des effets de l'adoption.

Art. 349-1. L'adoption prononcée par décision transcrite conformément à l'article 1231-19 du Code judiciaire produit ses effets à partir du dépôt de la requête.

Art. 349-2. L'adoptant ou les adoptants peuvent demander au tribunal, à tout moment de la procédure, une modification des prénoms de l'adopté. Si l'adopté a atteint l'âge de douze ans, son consentement à cette modification est requis.

Art. 349-3. L'adoption ne peut être attaquée par voie de nullité.

§ 3. De l'établissement de la filiation de l'adopté postérieurement à l'adoption.

Art. 350. L'établissement de la filiation de l'adopté à l'égard de l'adoptant ou de l'un des adoptants après que le jugement d'adoption soit coulé en force de chose jugée met fin dès ce moment et pour l'avenir à l'adoption à l'égard de cet adoptant ou de ces adoptants.

L'établissement de la filiation de l'adopté à l'égard d'une personne autre que l'adoptant ou les adoptants après que le jugement d'adoption soit coulé en force de chose jugée ne met pas fin à celle-ci. S'il s'agit d'une adoption simple, cette filiation ne produit ses effets que dans la mesure où ils ne sont pas en opposition avec ceux de l'adoption. S'il s'agit d'une adoption plénière, cette filiation ne produit d'autre effet que les empêchements à mariage prévus aux articles 161 à 164.

§ 4. De la révision de l'adoption.

Art. 351. Lorsqu'il résulte d'indices suffisants qu'une adoption a été établie à la suite d'un enlèvement, d'une vente ou d'une traite d'enfant, et seulement en ce cas, la révision du jugement prononçant cette adoption est poursuivie, à l'égard de l'adoptant ou des adoptants, par le ministère public.

La révision peut également être poursuivie par une personne appartenant, jusqu'au troisième degré, à la famille biologique de l'enfant.

Si la preuve des faits visés à l'alinéa premier est établie, le tribunal déclare que cette adoption cessera de produire ses effets à partir de la transcription du dispositif de la décision de révision sur les registres de l'état civil.

§ 5. Des intermédiaires.

Art. 352. Nul ne peut intervenir comme intermédiaire dans une adoption sans avoir été préalablement agréé à cette fin par la communauté compétente.

De persoon die gebruik maakt van een van de in het vorige lid bedoelde mogelijkheden doet keuze van woonplaats.

Art. 348-10. Eenieder van wie de toestemming vereist is en die niet in de adoptie wenst toe te stemmen, kan zijn weigering te kennen geven door middel van ofwel :

1° een persoonlijke verklaring gedaan voor de rechtbank die het verzoekschrift tot adoptie behandelt en waarvan deze een proces-verbaal opstelt;

2° een akte verleden ten overstaan van een notaris naar keuze of ten overstaan van de vrederechter van zijn woonplaats.

Niet-verschijning voor de rechtbank na door de griffier bij gerechtsbrief te zijn opgeroepen, wordt als weigering van de toestemming beschouwd.

Art. 348-11. Ingeval een persoon die overeenkomstig de artikelen 348-2 tot 348-7 in de adoptie moet toestemmen, dit weigert te doen, kan de adoptie op verzoek van de adoptant, van de adoptanten of van het openbaar ministerie toch worden uitgesproken indien de rechtbank van oordeel is dat de toestemming op onverantwoorde wijze is geweigerd.

Wanneer evenwel de vader of de moeder van het kind weigert in de adoptie toe te stemmen, kan de rechtbank, behalve wanneer het gaat om een nieuwe adoptie, de adoptie pas uitspreken wanneer na een grondig maatschappelijk onderzoek gebleken is dat deze persoon zich niet meer om het kind heeft bekommerd of de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar heeft gebracht.

§ 2. Gevolgen van de adoptie.

Art. 349-1. Een adoptie uitgesproken bij een beslissing overgeschreven overeenkomstig artikel 1231-19 van het Gerechtelijk Wetboek, heeft gevolgen vanaf de neerlegging van het verzoekschrift.

Art. 349-2. De adoptant of de adoptanten kunnen in de loop van de procedure aan de rechtbank vragen dat de voornamen van de geadopteerde worden gewijzigd. Indien de geadopteerde de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, moet hij in deze wijziging toestemmen.

Art. 349-3. Een adoptie kan niet bij wege van nietigheid worden bestreden.

§ 3. Vaststelling van de afstamming van de geadopteerde na de adoptie.

Art. 350. Vaststelling van de afstamming van de geadopteerde ten aanzien van de adoptant of van een van de adoptanten nadat het vonnis van adoptie in kracht van gewijsde is gegaan, maakt vanaf dat tijdstip en voor de toekomst een einde aan de adoptie ten aanzien van die adoptant of van die adoptanten.

Vaststelling van de afstamming van de geadopteerde ten aanzien van een andere persoon dan de adoptant of de adoptanten nadat het vonnis van adoptie in kracht van gewijsde is gegaan, maakt daaraan geen einde. Indien het om een gewone adoptie gaat, heeft deze afstamming gevolgen voorzover deze niet strijdig zijn met die van de adoptie. Indien het een volle adoptie betreft, heeft die afstamming slechts de toepassing van de verbodsbepalingen inzake het huwelijk bedoeld in de artikelen 161 tot 164 tot gevolg.

§ 4. Herziening van de adoptie.

Art. 351. Uitsluitend wanneer er voldoende aanwijzingen zijn dat de adoptie is totstandgekomen ingevolge de ontvoering van, de verkoop van of de handel in kinderen, wordt de herziening van het vonnis waarbij deze adoptie is uitgesproken, ten aanzien van de adoptant of van de adoptanten gevorderd door het openbaar ministerie.

De herziening kan eveneens worden gevorderd door een persoon die tot de derde graad deel uitmaakt van de biologische familie van het kind.

Indien het bewijs van de feiten als bedoeld in het eerste lid is geleverd, verklaart de rechtbank dat de adoptie geen gevolgen meer heeft vanaf de overschrijving van het beschikkend gedeelte van de beslissing houdende herziening in de registers van de burgerlijke stand.

§ 5. Tussenpersonen.

Art. 352. Niemand kan in het kader van een adoptie als tussenpersoon optreden zonder daartoe vooraf door de bevoegde gemeenschap te zijn erkend.

Section 3. — Dispositions propres à chaque sorte d'adoption

§ 1^{er}. De l'adoption simple.

A. Effets

Art. 353-1. L'adoption confère à l'adopté, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant ou, en cas d'adoption simultanée par deux époux ou cohabitants, celui de l'homme.

Les parties peuvent toutefois solliciter du tribunal que l'adopté conserve son nom en le faisant précéder ou suivre du nom de l'adoptant ou de l'homme adoptant.

Si l'adopté et l'adoptant ou l'homme adoptant ont le même nom, aucune modification n'est apportée au nom de l'adopté.

Art. 353-2. En cas d'adoption par un homme de l'enfant adoptif de son épouse ou de sa cohabitante, ou en cas d'adoption nouvelle prévue à l'article 347-1, le nom du nouvel adoptant ou homme adoptant est substitué à celui de l'adopté, que celui-ci ait conservé ou modifié son nom lors de l'adoption antérieure.

Si lors de celle-ci, le nom de l'adoptant a remplacé celui de l'adopté, les parties peuvent solliciter du tribunal que le nouveau nom de ce dernier soit composé du nom qu'il tient de cette adoption antérieure, précédé ou suivi de celui du nouvel adoptant ou homme adoptant.

Lorsque, lors de l'adoption antérieure, le nom de l'adoptant a été ajouté à celui de l'adopté, les parties peuvent solliciter du tribunal que le nom de ce dernier soit désormais composé du nom d'origine de l'adopté ou du nom de l'adoptant antérieur, précédé ou suivi de celui du nouvel adoptant ou homme adoptant.

L'adopté qui, avant une adoption antérieure, portait le même nom que le nouvel adoptant ou homme adoptant, reprend ce nom sans modification.

Art. 353-3. Si l'adopté est âgé de plus de dix-huit ans, les parties peuvent solliciter du tribunal qu'aucune modification ne soit apportée au nom de l'adopté ou, si l'adopté a conservé son nom lors d'une adoption antérieure, qu'il puisse le faire précéder ou suivre de celui du nouvel adoptant ou homme adoptant.

Art. 353-4. L'adoption par une femme de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son époux ou cohabitant n'entraîne aucune modification du nom de l'adopté.

Art. 353-5. L'accord de l'adoptant ou des adoptants, de l'adopté âgé de plus de douze ans et, s'il a moins de dix-huit ans, des personnes appelées à consentir à l'adoption en vertu des articles 348-3, 348-5, 348-6 ou 348-7, est requis pour les demandes visées aux articles 353-1, alinéa 2, 353-2, alinéas 2 et 3, et 353-3.

A défaut d'accord, le tribunal décide dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international.

Art. 353-6. Le changement du nom de l'adopté, résultant de l'adoption, s'étend à ses descendants, même nés avant l'adoption.

Toutefois, les descendants au premier degré âgés de plus de dix-huit ans peuvent déclarer conserver leur nom pour eux-mêmes et leurs descendants. Ce droit s'exerce en adressant, dans les quinze jours de l'avis visé à l'article 1231-4, alinéa 2, du Code judiciaire, une requête exprimant cette volonté au tribunal appelé à statuer sur l'adoption. Il est donné acte de la volonté de maintien du nom dans le dispositif du jugement.

Art. 353-7. L'adoption ne produit de plein droit aucun effet en ce qui concerne les droits nobiliaires.

Art. 353-8. L'adoptant est investi, à l'égard de l'adopté, des droits de l'autorité parentale, y compris le droit de jouissance légale, le droit de requérir son émancipation et de consentir à son mariage.

Lorsque l'adoptant décède ou se trouve dans l'impossibilité d'exercer l'autorité parentale pendant la minorité de l'adopté, la tutelle est organisée conformément au présent livre, titre X, chapitre II.

Afdeling 3. — Bepalingen eigen aan iedere vorm van adoptie

§ 1. Gewone adoptie.

A. Gevolgen

Art. 353-1. De adoptie verleent aan de geadopteerde in plaats van zijn naam, die van zijn adoptant of bij gelijktijdige adoptie door twee echtgenoten of samenwonenden, die van de man.

De partijen kunnen evenwel de rechtbank vragen dat de geadopteerde zijn naam behoudt, voorafgegaan of gevolgd door die van de adoptant of van de adopterende man.

Ingeval de geadopteerde en de adoptant of de adopterende man dezelfde naam hebben, wordt de naam van de geadopteerde niet gewijzigd.

Art. 353-2. Indien een man het adoptief kind van zijn echtgenote of van de persoon met wie hij samenwoont adopteert of in het geval van een nieuwe adoptie zoals bepaald in artikel 347-1, komt de naam van de nieuwe adoptant of van de nieuwe adopterende man in de plaats van die van de geadopteerde, ongeacht of de naam van deze laatste bij de vorige adoptie behouden of veranderd werd.

Indien de naam van de geadopteerde bij de vorige adoptie vervangen werd door die van de adoptant, kunnen de partijen de rechtbank vragen dat de nieuwe naam van de geadopteerde samengesteld zal zijn uit de naam die hij bij die vorige adoptie heeft gekregen, voorafgegaan of gevolgd door die van de nieuwe adoptant of van de nieuwe adopterende man.

Indien, bij de vorige adoptie, de naam van de adoptant aan die van de geadopteerde toegevoegd werd, kunnen de partijen de rechtbank vragen dat de naam van de geadopteerde voortaan samengesteld zal zijn uit de oorspronkelijke naam van deze laatste of de naam van de vorige adoptant, voorafgegaan of gevolgd door die van de nieuwe adoptant of van de nieuwe adopterende man.

De geadopteerde die vóór een vorige adoptie, dezelfde naam droeg als de nieuwe adoptant of als de nieuwe adopterende man, verkrijgt die naam ongewijzigd opnieuw.

Art. 353-3. Is de geadopteerde ouder dan achttien jaar, dan kunnen de partijen de rechtbank vragen dat de naam van de geadopteerde onveranderd blijft of, ingeval de geadopteerde zijn naam bij een vorige adoptie heeft behouden, dat hij hem kan doen voorafgaan of volgen door die van de nieuwe adoptant of van de nieuwe adopterende man.

Art. 353-4. De adoptie door een vrouw van het kind of adoptief kind van haar echtgenoot of van de persoon met wie zij samenwoont brengt geen wijziging in de naam van de geadopteerde.

Art. 353-5. Voor de verzoeken bedoeld in de artikelen 353-1, tweede lid, 353-2, tweede en derde lid, en 353-3 is de instemming vereist van de adoptant of van de adoptanten, van de geadopteerde ouder dan twaalf jaar en indien hij minder dan achttien jaar oud is, van de personen die krachtens de artikelen 348-3, 348-5, 348-6 of 348-7, moeten toestemmen in de adoptie.

Bij gebreke van overeenstemming beslist de rechtbank in het hoger belang van het kind en met eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen.

Art. 353-6. De naamsverandering van de geadopteerde als gevolg van de adoptie, geldt mede voor diens afstammelingen, zelfs geboren vóór de adoptie.

De afstammelingen in de eerste graad ouder dan achttien jaar kunnen evenwel verklaren hun naam voor zichzelf en voor hun afstammelingen te behouden. Dit recht wordt uitgeoefend door hiertoe, binnen de vijftien dagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 1231-4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, een verzoekschrift te richten aan de rechtbank die over de adoptie uitspraak moet doen. Akte van de wil de naam te behouden wordt verleend in het beschikkend gedeelte van het vonnis.

Art. 353-7. De adoptie heeft van rechtswege geen enkel adelrechtelijk gevolg.

Art. 353-8. De adoptant is ten aanzien van de geadopteerde bekleed met de rechten van het ouderlijk gezag, met inbegrip van het wettelijk genot, het recht om zijn ontvoogding te vorderen en toe te stemmen in zijn huwelijk.

Wanneer de adoptant overlijdt of zich in de onmogelijkheid bevindt het ouderlijk gezag uit te oefenen gedurende de minderjarigheid van de geadopteerde, wordt de voogdij geregeld overeenkomstig dit boek, titel X, hoofdstuk II.

Art. 353-9. En cas d'adoption par des époux ou cohabitants, ou lorsque l'adopté est l'enfant ou l'enfant adoptif du conjoint ou cohabitant de l'adoptant, l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux époux ou cohabitants. Les dispositions du présent livre, titre IX, sont applicables.

Lorsque les deux adoptants décèdent ou se trouvent dans l'impossibilité d'exercer l'autorité parentale pendant la minorité de l'adopté, la tutelle est organisée conformément au présent livre, titre X, chapitre II.

Art. 353-10. En cas de décès de l'adoptant ou des adoptants, la mère et le père de l'enfant adoptif, conjointement, ou l'un d'eux peuvent demander au tribunal de la jeunesse que l'enfant soit replacé sous leur autorité parentale. Si cette demande est agréée, la tutelle organisée antérieurement prend fin.

Art. 353-11. En cas d'adoption d'un interdit, le juge de paix désigne l'adoptant comme tuteur de l'adopté. En cas d'adoption par des époux ou des cohabitants, le juge de paix les désigne respectivement comme tuteur et subrogé tuteur. Les fonctions du tuteur et, s'il y a lieu, du subrogé tuteur qui avaient été désignés antérieurement, prennent fin de plein droit à la date de la transcription du jugement d'adoption.

Art. 353-12. Le lien de parenté résultant de l'adoption s'étend aux descendants de l'adopté.

Art. 353-13. Le mariage est prohibé :

- 1° entre l'adoptant et l'adopté ou ses descendants;
- 2° entre l'adopté et l'ancien conjoint de l'adoptant;
- 3° entre l'adopté et l'ancien ou actuel cohabitant de l'adoptant;

- 4° entre l'adoptant et l'ancien conjoint de l'adopté;
- 5° entre l'adoptant et l'ancien ou actuel cohabitant de l'adopté;

- 6° entré les enfants adoptifs d'un même adoptant;
- 7° entre l'adopté et les enfants de l'adoptant.

Ces deux derniers empêchements peuvent être levés par le Roi pour des motifs légitimes.

Art. 353-14. L'adoptant ou les adoptants doivent des aliments à l'adopté et aux descendants de celui-ci s'ils sont dans le besoin. Si l'adopté est mineur, l'article 203 est applicable par analogie.

L'adopté et ses descendants doivent des aliments à l'adoptant ou aux adoptants s'ils sont dans le besoin. Si l'adopté meurt sans descendance, sa succession doit des aliments à l'adoptant ou aux adoptants s'ils sont dans le besoin lors du décès; les dispositions de l'article 205bis, §§ 3 à 5, sont applicables à cette obligation alimentaire.

L'obligation de fournir des aliments continue d'exister entre l'adopté et ses père et mère; cependant, ces derniers ne sont tenus de fournir des aliments à l'adopté que s'il ne peut les obtenir de l'adoptant ou des adoptants.

Lorsqu'une personne adopte l'enfant ou l'enfant adoptif de son conjoint ou cohabitant, l'adoptant et son conjoint ou cohabitant sont tous deux tenus de lui fournir des aliments conformément à l'article 203.

Art. 353-15. L'adopté et ses descendants conservent tous leurs droits héréditaires dans la famille d'origine. Ils acquièrent sur la succession de l'adoptant ou des adoptants les mêmes droits que ceux qu'auraient un enfant ou ses descendants, mais n'acquièrent aucun droit sur la succession des parents de l'adoptant ou des adoptants.

Art. 353-16. Sous réserve des droits du conjoint survivant sur l'ensemble de la succession de l'adopté décédé sans postérité, celle-ci est réglée comme suit :

- 1° les articles 747 et 915 ne sont pas applicables;
- 2° à défaut de dispositions entre vifs ou testamentaires, les biens donnés par les ascendants de l'adopté ou par les adoptants ou recueillis dans leur succession et qui se retrouvent en nature dans la succession de l'adopté, retournent à ces ascendants ou adoptants ou à leurs héritiers en ligne descendante, à charge de contribuer aux dettes et sous réserve des droits acquis des tiers; lorsque les biens ont été vendus, ce droit s'exerce sur le prix si celui-ci n'est pas encore payé ou s'il n'est pas confondu avec la masse;

Art. 353-9. Bij adoptie door echtgenoten of samenwonenden, of ingeval de geadopteerde het kind of het adoptief kind is van de echtgenoot van de adoptant, of van de persoon met wie hij samenwoont, wordt het ouderlijk gezag gezamenlijk door beide echtgenoten of samenwonenden uitgeoefend. De bepalingen van dit boek, titel IX, zijn van overeenkomstige toepassing.

Wanneer de beide adoptanten overlijden of zich in de onmogelijkheid bevinden het ouderlijk gezag uit te oefenen gedurende de minderjarigheid van de geadopteerde, wordt de voogdij geregeld overeenkomstig dit boek, titel X, hoofdstuk II.

Art. 353-10. Bij overlijden van de adoptant of van de adoptanten, kunnen de moeder en de vader van het geadopteerde kind gezamenlijk of alleen aan de jeugdrechtbank vragen dat het kind opnieuw onder hun ouderlijk gezag wordt geplaatst. Wordt dit verzoek ingewilligd, dan neemt de voogdij waarin voorheen was voorzien een einde.

Art. 353-11. In geval van adoptie van een onbekwaamverklaarde wijst de vrederechter de adoptant aan als voogd van de geadopteerde. In geval van adoptie door echtgenoten of samenwonenden wijst de vrederechter hen aan als respectievelijk voogd en toeziende voogd. De taak van de voogd, en in voorkomend geval van de toeziende voogd die voordien waren aangewezen, neemt van rechtswege een einde op de datum van overschrijving van het adoptievonnis.

Art. 353-12. De band van verwantschap die uit de adoptie ontstaat, strekt zich uit tot de afstammelingen van de geadopteerde.

Art. 353-13. Het huwelijk is verboden :

- 1° tussen de adoptant en de geadopteerde of zijn afstammelingen;
- 2° tussen de geadopteerde en de vorige echtgenoot van de adoptant;
- 3° tussen de geadopteerde en de persoon met wie de adoptant heeft samengewoond of samenwoont;
- 4° tussen de adoptant en de vorige echtgenoot van de geadopteerde;
- 5° tussen de adoptant en de persoon met wie de geadopteerde heeft samengewoond of samenwoont;
- 6° tussen de adoptieve kinderen van een zelfde adoptant;
- 7° tussen de geadopteerde en de kinderen van de adoptant.

De Koning kan om wettige redenen van de laatste twee verbodsbepalingen ontheffing verlenen.

Art. 353-14. De adoptant of de adoptanten zijn levensonderhoud verschuldigd aan de geadopteerde en aan diens afstammelingen indien zij behoeftig zijn. Indien de geadopteerde minderjarig is, is artikel 203 van overeenkomstige toepassing.

De geadopteerde en zijn afstammelingen zijn levensonderhoud verschuldigd aan de adoptant of aan de adoptanten, indien zij behoeftig zijn : indien de geadopteerde zonder afstammelingen sterft, is zijn nalatenschap levensonderhoud verschuldigd aan de adoptant of aan de adoptanten ingeval deze personen ten tijde van het overlijden behoeftig zijn. Artikel 205bis, §§ 3 tot 5, is van toepassing op deze verplichting tot levensonderhoud.

De verplichting tot uitkering van levensonderhoud blijft bestaan tussen de geadopteerde en zijn ouders. Deze laatste zijn aan de geadopteerde evenwel alleen levensonderhoud verplicht indien hij dit niet kan verkrijgen van de adoptant of adoptanten.

Ingeval een persoon het kind of het adoptief kind van zijn echtgenoot of van de persoon met wie hij samenwoont, adopteert, zijn zowel de adoptant als zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont hem overeenkomstig artikel 203 levensonderhoud verschuldigd.

Art. 353-15. De geadopteerde en zijn afstammelingen behouden al hun erfrecht in hun oorspronkelijke familie. Zij verkrijgen op de nalatenschap van de adoptant of adoptanten dezelfde rechten als een kind of zijn afstammelingen daarop zouden hebben maar verkrijgen geen enkel recht op de nalatenschap van de bloedverwanten van de adoptant of adoptanten.

Art. 353-16. Onder voorbehoud van de rechten van de overlevende echtgenoot op de gehele nalatenschap van een geadopteerde die zonder nakomelingen is overleden, wordt deze als volgt geregeld :

- 1° de artikelen 747 en 915 zijn niet van toepassing;
- 2° bij gebreke van beschikkingen onder levenden of bij testament, keren de goederen die door de bloedverwanten in de opgaande lijn van de geadopteerde of door de adoptanten geschonken dan wel uit hun nalatenschap verkregen zijn en nog in natura aanwezig zijn in de nalatenschap van de geadopteerde, terug naar die bloedverwanten in de opgaande lijn of adoptanten of naar hun erfgenamen in de nederdalende lijn, onder verplichting om in de schulden bij te dragen en onder voorbehoud van de verkregen rechten van derden; wanneer de goederen verkocht zijn, wordt dit recht uitgeoefend op de prijs, indien deze nog niet is betaald of niet is vermengd met de massa;

3° le surplus des biens de l'adopté se divise en deux parts égales entre la famille d'origine et la famille adoptive.

Dans la famille d'origine, cette succession est soumise aux règles prévues au livre III, titre 1^{er}. Dans la famille adoptive, elle est déferée exclusivement à l'adoptant ou par moitié à chacun des adoptants ou à leurs héritiers en ligne descendante; si l'un des adoptants est décédé sans laisser d'héritiers en ligne descendante, l'autre adoptant ou ses héritiers en ligne descendante succèdent pour le tout. Si dans l'une de ces familles, personne ne se trouve appelé à recueillir la moitié de la succession ou si les héritiers renoncent tous à la succession, l'autre famille recueille tout le surplus des biens de l'adopté.

Art. 353-17. Les articles 747 et 915 ne sont pas applicables, en ce qui concerne la famille d'origine de l'adopté, aux successions de ses enfants, décédés après lui sans postérité. La part de la succession du dernier mourant de ces enfants qui, aux termes de l'article 746, est attribuée aux ascendants de la ligne à laquelle appartient l'adopté, se divise conformément à l'article 353-16, alinéa premier, 3°.

Art. 353-18. Lorsqu'une adoption simple est prononcée après une adoption simple antérieure par application de l'article 347-1, 3°, les effets de la première adoption cessent de plein droit, à l'exception des empêchements à mariage, à partir du moment où se produisent ceux de la nouvelle adoption. Lorsqu'une nouvelle adoption simple est prononcée après une adoption simple antérieure par application de l'article 347-2, 3°, il en va de même à l'égard de l'adoptant antérieur qui n'est pas le conjoint ou cohabitant du nouvel adoptant.

Lorsqu'une adoption simple est prononcée après une adoption plénière antérieure par application de l'article 347-1° ou 3°, les effets de la première adoption ne subsistent que dans la mesure où ils ne sont pas en opposition avec ceux de la nouvelle adoption. Lorsqu'une nouvelle adoption simple est prononcée après une adoption plénière antérieure par application de l'article 347-2, 1° ou 3°, il en va de même à l'égard de l'adoptant antérieur qui n'est pas le conjoint ou cohabitant du nouvel adoptant.

B. Révocation

Art. 354-1. La révocation de l'adoption simple peut, pour des motifs très graves, être prononcée à la demande de l'adoptant, des adoptants ou de l'un d'eux, de l'adopté ou du procureur du Roi.

En cas d'adoption simple par deux époux ou cohabitants, le tribunal peut ne prononcer la révocation qu'à l'égard de l'un d'eux.

Art. 354-2. En cas de révocation de l'adoption simple d'un enfant à l'égard de l'adoptant ou des deux époux ou cohabitants adoptants, la mère et le père ou l'un d'eux peuvent demander que l'enfant soit remplacé sous leur autorité parentale. S'ils ne font pas cette demande ou si elle est rejetée, la tutelle est organisée conformément au présent livre, titre X, chapitre II. Dans ce cas, l'officier de l'état civil informe immédiatement le juge de paix compétent de la transcription du jugement prononçant la révocation.

Néanmoins, la mère et le père de l'enfant ou l'un d'eux peuvent encore ultérieurement demander au tribunal de la jeunesse de replacer l'enfant sous leur autorité parentale. Si le tribunal de la jeunesse accède à leur demande, la tutelle visée à l'alinéa précédent prend fin.

Art. 354-3. La révocation prononcée par une décision transcrite sur les registres de l'état civil fait cesser les effets de l'adoption à partir de cette transcription. Les empêchements à mariage visés à l'article 353-13 restent d'application.

§ 2. De l'adoption plénière.

A. Condition d'âge

Art. 355. L'adoption plénière n'est permise qu'à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans lors du dépôt de la requête en adoption.

3° de overige goederen van de geadopteerde worden in twee gelijke helften verdeeld tussen de oorspronkelijke en de adoptieve familie.

In de oorspronkelijke familie is deze nalatenschap onderworpen aan de regels van boek III, titel I. In de adoptieve familie komt zij uitsluitend toe aan de adoptant of bij helft aan ieder van de adoptanten of aan hun erfgenamen in de nederdalende lijn. Indien een van de adoptanten overleden is zonder erfgenamen in de nederdalende lijn, erven de andere adoptant of zijn erfgenamen in de nederdalende lijn de gehele nalatenschap. Indien in een van deze families niemand tot de helft van de nalatenschap geroepen is of de erfgenamen allen de nalatenschap verwerpen, vallen alle overige goederen van de geadopteerde aan de andere familie toe.

Art. 353-17. De artikelen 747 en 915 zijn ten aanzien van de oorspronkelijke familie van de geadopteerde niet van toepassing op de nalatenschap van zijn kinderen die na hem overleden zijn zonder nakomelingen. Het aandeel van de nalatenschap van de langstlevende van die kinderen, dat volgens artikel 746 wordt toegekend aan de bloedverwanten in de opgaande lijn van de geadopteerde, wordt verdeeld overeenkomstig artikel 353-16, eerste lid, 3°.

Art. 353-18. Wanneer overeenkomstig artikel 347-1, 3°, een gewone adoptie wordt uitgesproken na een vorige gewone adoptie, houden de gevolgen van de eerste adoptie, met uitzondering van de huwelijksbeletfels, van rechtswege op te gelden vanaf het tijdstip dat de gevolgen van de nieuwe adoptie van kracht worden. Wanneer overeenkomstig artikel 347-2, 3°, een nieuwe gewone adoptie wordt uitgesproken na een vorige gewone adoptie, geldt zulks ook ten aanzien van de vorige adoptant, zo deze niet de echtgenoot van de nieuwe adoptant is of de persoon met wie deze laatste samenwoont.

Wanneer overeenkomstig artikel 347-1, 1° of 3°, een gewone adoptie wordt uitgesproken na een vorige volle adoptie, blijven de gevolgen van de eerste adoptie slechts bestaan voor zover zij niet strijdig zijn met die van de nieuwe adoptie. Wanneer overeenkomstig artikel 347-2, 1° of 3°, een nieuwe gewone adoptie wordt uitgesproken na een vorige volle adoptie, geldt dit ook ten aanzien van de vorige adoptant, zo deze niet de echtgenoot van de nieuwe adoptant is of de persoon met wie deze laatste samenwoont.

B. Herroeping

Art. 354-1. De herroeping van de gewone adoptie kan om zeer gewichtige redenen worden uitgesproken op verzoek van de adoptant, van de adoptanten of van een van hen, van de geadopteerde of van de procureur des Konings.

In geval van gewone adoptie door twee echtgenoten of samenwonenden kan de rechtbank de herroeping uitspreken ten aanzien van slechts een van hen.

Art. 354-2. Bij herroeping van de gewone adoptie van een kind ten aanzien van de adoptant of van de adopterende echtgenoten of samenwonenden, kunnen de vader en de moeder of een van hen vragen dat het kind opnieuw onder hun ouderlijk gezag wordt geplaatst. Bij gebreke van een dergelijk verzoek of indien het wordt afgewezen, wordt de voogdij geregeld overeenkomstig dit boek, titel X, hoofdstuk II. In dit geval stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand de bevoegde vrederechter onmiddellijk in kennis van de overschrijving van het vonnis waarbij de herroeping wordt uitgesproken.

Niettemin kunnen de moeder en de vader van het kind of een van hen, de jeugdrechtbank later verzoeken dat het kind opnieuw onder hun ouderlijk gezag wordt geplaatst. Indien de jeugdrechtbank dit toestaat, houdt de voogdij bedoeld in het vorige lid op.

Art. 354-3. De herroeping uitgesproken bij beslissing overgeschreven in de registers van de burgerlijke stand, maakt een einde aan de gevolgen van de adoptie vanaf deze overschrijving. De huwelijksbeletfels bedoeld in artikel 353-13 blijven van toepassing.

§ 2. Volle adoptie.

A. Leeftijdsvoorwaarde

Art. 355. Volle adoptie is slechts toegestaan ten aanzien van een persoon die bij de neerlegging van het verzoekschrift tot adoptie minder dan achttien jaar oud is.

B. Effets

Art. 356-1. L'adoption plénière confère à l'enfant et à ses descendants un statut comportant des droits et obligations identiques à ceux qu'ils auraient si l'enfant était né de l'adoptant ou des adoptants.

Sous réserve des empêchements à mariage prévus aux articles 161 à 164, l'enfant qui fait l'objet d'une adoption plénière cesse d'appartenir à sa famille d'origine.

Toutefois, l'enfant ou l'enfant adoptif du conjoint ou cohabitant, même décédé, de l'adoptant ne cesse pas d'appartenir à la famille de ce conjoint ou cohabitant. Si ce dernier vit encore, l'autorité parentale sur l'adopté est exercée conjointement par l'adoptant et ce conjoint ou cohabitant.

Art. 356-2. L'adoption plénière confère à l'enfant, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant ou de l'homme adoptant.

Toutefois, l'adoption plénière, par une femme, de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son époux ou cohabitant n'entraîne aucune modification du nom de l'enfant.

Art. 356-3. Lorsqu'une adoption plénière est prononcée en application de l'article 347-1, 3°, les effets de l'adoption antérieure cessent de plein droit à partir du moment où se produisent ceux de la nouvelle adoption, à l'exception des empêchements à mariage.

Lorsque la nouvelle adoption plénière est prononcée en application de l'article 347-2, 3°, les effets de l'adoption antérieure cessent de plein droit à l'égard de l'adoptant antérieur qui n'est pas le conjoint ou cohabitant du nouvel adoptant, à partir du moment où se produisent ceux de la nouvelle adoption, à l'exception des empêchements à mariage.

Art. 356-4. L'adoption plénière est irrévocable.

La révision est possible conformément à l'article 351.

CHAPITRE II. — Droit international**Section 1^{re}. — Dispositions particulières de droit international privé**

Art. 357. Quel que soit le droit applicable à l'établissement de l'adoption, les conditions visées à l'article 344-1 doivent être remplies et l'adoptant ou les adoptants doivent être qualifiés et aptes à adopter.

Art. 358. Quel que soit le droit applicable au consentement de l'adopté, l'article 348-1 est d'application.

Il ne peut être établi d'adoption plénière en Belgique que si le consentement de l'enfant et ceux de sa mère, de son père ou de son représentant légal, lorsqu'ils sont requis, ont été donnés en vue d'une adoption qui a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation entre l'enfant et ses père et mère.

Art. 359-1. Toute personne physique ou morale, publique ou privée qui intervient comme intermédiaire d'adoption doit répondre aux conditions que lui impose le droit de l'Etat dont elle relève.

Art. 359-2. Lorsqu'une adoption d'un enfant, faite à l'étranger et reconnue en Belgique, n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut être convertie en Belgique en une adoption plénière si les consentements visés à l'article 361-4, 1°, b) et c), ont été donnés ou sont donnés en vue d'une adoption produisant cet effet.

Art. 359-3. Les règles de droit international privé et les dispositions de la présente section, applicables à l'adoption, s'appliquent à la conversion d'une adoption qui n'a pas eu pour effet de rompre le lien préexistant de filiation en une adoption plénière.

Art. 359-4. En cas de révocation d'une adoption, les mesures de protection prévues par l'article 363-4 sont applicables.

Art. 359-5. Les juridictions belges sont compétentes pour prononcer la révision d'une adoption dans les cas où elles seraient compétentes pour prononcer une révocation.

Les conditions et la procédure de la révision sont régies par le droit belge.

Art. 359-6. La nullité d'une adoption ne peut être prononcée en Belgique, même si le droit de l'Etat où elle a été établie le permet.

B. Gevolgen

Art. 356-1. De volle adoptie verleent aan het kind en zijn afstammelingen een statuut met dezelfde rechten en verplichtingen, als ware het kind geboren uit de adoptant of uit de adoptanten.

Ondervoorbehoud van de huwelijksbeletsels omschreven in de artikelen 161 tot 164, houdt het kind dat ten volle is geadopteerd, op tot zijn oorspronkelijke familie te behoren.

Kinderen of adoptieve kinderen van de echtgenoot van de adoptant of van de persoon met wie hij samenwoont, zelfs overleden, houden evenwel niet op te behoren tot de familie van die echtgenoot of van de persoon met wie wordt samengewoond. Indien deze nog in leven is, wordt het ouderlijk gezag over de geadopteerde gezamenlijk uitgeoefend door de adoptant en die echtgenoot of persoon met wie wordt samengewoond.

Art. 356-2. Door de volle adoptie verkrijgt het kind in plaats van zijn naam die van de adoptant of van de adopterende man.

Volle adoptie door een vrouw van het kind of van het adoptief kind van haar echtgenoot of van de persoon met wie zij samenwoont brengt evenwel geen wijziging mee in de naam van het kind.

Art. 356-3. Wanneer overeenkomstig artikel 347-1, 3°, een volle adoptie wordt uitgesproken, houden de gevolgen van de vorige adoptie van rechtswege op te gelden vanaf het tijdstip waarop deze van de nieuwe adoptie van kracht worden, met uitzondering van de huwelijksbeletsels.

Wanneer overeenkomstig artikel 347-2, 3°, een nieuwe volle adoptie wordt uitgesproken, houden de gevolgen van de vorige adoptie van rechtswege op te gelden ten aanzien van de vorige adoptant die niet de echtgenoot is van de nieuwe adoptant of de persoon met wie deze samenwoont, vanaf het tijdstip waarop de nieuwe adoptie van kracht wordt, met uitzondering van de huwelijksbeletsels.

Art. 356-4. Volle adoptie is onherroepelijk.

Herziening is mogelijk overeenkomstig artikel 351.

HOOFDSTUK II. — Internationaal recht**Afdeling 1. — Bijzondere bepalingen van internationaal privaatrecht**

Art. 357. Ongeacht het recht dat van toepassing is op de totstandkoming van de adoptie, moeten de voorwaarden voor adoptie gesteld in artikel 344-1 steeds vervuld zijn en moeten de adoptant of de adoptanten bekwaam en geschikt zijn om te adopteren.

Art. 358. Art. 348-1 is van toepassing, ongeacht het recht dat van toepassing is op de toestemming van de geadopteerde.

Volle adoptie kan in België slechts plaatsvinden indien, ingeval zulks vereist is, het kind, zijn moeder, zijn vader of zijn wettelijke vertegenwoordiger hebben toegestemd in een adoptie die tot gevolg heeft dat de bestaande band van afstamming tussen het kind en zijn moeder en vader wordt verbroken.

Art. 359-1. Iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon, openbaar of particulier, die in het kader van een adoptie als tussenpersoon optreedt, dient te voldoen aan de voorwaarden die hem door het recht van de Staat onder wiens bevoegdheid hij valt worden opgelegd.

Art. 359-2. Wanneer de adoptie van een kind die in het buitenland heeft plaatsgevonden en in België is erkend, de bestaande band van afstamming niet verbreekt, kan zij in België in een volle adoptie worden omgezet indien de toestemmingen bedoeld in artikel 361-4, 1°, b) en c), zijn gegeven of worden gegeven met het oog op een adoptie met dergelijke gevolgen.

Art. 359-3. De regels van het internationaal privaatrecht en de bepalingen van deze afdeling die op adoptie van toepassing zijn, gelden voor de omzetting van een adoptie die niet voor gevolg heeft gehad de bestaande band van afstamming te verbreken in een volle adoptie.

Art. 359-4. Bij herroeping van een adoptie zijn de beschermingsmaatregelen bedoeld in artikel 363-4 van toepassing.

Art. 359-5. De Belgische rechtbanken zijn bevoegd om de herziening van een adoptie uit te spreken in de gevallen waarin zij bevoegd zijn om een herroeping uit te spreken.

De voorwaarden en de procedure van de herziening worden beheerst door het Belgische recht.

Art. 359-6. De nietigheid van een adoptie kan in België niet worden uitgesproken, zelfs niet indien het recht van de Staat waar zij is totstandgekomen dit toestaat.

Section 2. — De l'établissement d'une adoption impliquant le déplacement international d'un enfant

§ 1^{er}. Définitions

Art. 360-1. Dans la présente section, on entend par :

1° "la Convention" : la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, faite à La Haye le 29 mai 1993;

2° "autorité centrale fédérale" : l'autorité désignée par le Ministre de la Justice pour exercer en Belgique les fonctions d'autorité centrale, prévues par la Convention, qui lui sont attribuées par le présent Code ainsi que les autres missions que celui-ci lui attribue;

3° "autorité centrale communautaire" : l'autorité désignée par la communauté compétente;

4° "organisme agréé" : toute personne morale qui, remplissant les conditions requises pour pouvoir agir comme intermédiaire en matière d'adoption, bénéficie de l'agrément de la communauté compétente;

5° "Etat d'origine" : l'Etat dans lequel l'enfant réside habituellement au moment de l'établissement de son adoptabilité;

6° "Etat d'accueil" : l'Etat vers lequel l'enfant a été, est ou doit être déplacé soit après son adoption, soit en vue de son adoption dans cet Etat;

7° "autorité compétente de l'Etat d'origine" ou "autorité compétente de l'Etat d'accueil" :

a) s'il s'agit d'un Etat lié par la Convention, l'autorité centrale de cet Etat au sens de celle-ci;

b) s'il s'agit d'un Etat qui n'est pas lié par la Convention, toute autorité reconnue comme telle par le droit de cet Etat.

Art. 360-2. Les dispositions de la présente Section s'appliquent lorsque l'enfant :

1° a été, est ou doit être déplacé de l'Etat d'origine vers la Belgique, soit après son adoption dans cet Etat par une personne ou des personnes résidant habituellement en Belgique, soit en vue d'une telle adoption en Belgique ou dans cet Etat, ou

2° réside habituellement en Belgique et a été, est ou doit être déplacé vers un Etat étranger, soit après son adoption en Belgique par une personne ou des personnes résidant habituellement dans cet Etat étranger, soit en vue d'une telle adoption en Belgique ou dans l'Etat étranger, ou

3° réside en Belgique sans être autorisé à s'y établir ou à y séjourner plus de trois mois, pour y être adopté par une personne ou des personnes qui y résident habituellement.

Les adoptions visées au présent article sont dénommées "adoptions internationales".

§ 2. De l'enfant résidant habituellement dans un Etat étranger

Art. 361-1. La personne ou les personnes résidant habituellement en Belgique et désireuses d'adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un Etat étranger doivent, avant d'effectuer quelque démarche que ce soit en vue d'une adoption, obtenir un jugement les déclarant qualifiées et aptes à assumer une adoption internationale.

Préalablement à l'appréciation de leur aptitude, elles doivent avoir suivi la préparation organisée par la communauté compétente, et comprenant notamment une information sur les étapes de la procédure d'adoption, les effets juridiques et les autres conséquences de l'adoption ainsi que sur la possibilité et l'utilité d'un suivi postadoptif.

Cette obligation s'impose aux adoptants, même s'ils sont apparentés à l'enfant qu'ils désirent adopter.

Art. 361-2. Lorsque le jugement sur l'aptitude de l'adoptant ou des adoptants, et le rapport visé à l'article 1231-32 du Code judiciaire lui ont été transmis en copie par le greffier du tribunal de la jeunesse, l'autorité centrale fédérale les adresse, sans délai, à l'autorité centrale communautaire compétente.

Art. 361-3. Le déplacement de l'enfant vers la Belgique en vue de l'adoption ne peut avoir lieu et l'adoption ne peut être prononcée que si les conditions suivantes sont remplies :

1° l'autorité centrale communautaire compétente a transmis à l'autorité compétente de l'Etat d'origine les documents visés à l'article 361-2;

Afdeling 2. — Totstandkoming van een adoptie die de interlandelijke overbrenging van een kind onderstelt

§ 1. Definities

Art. 360-1. In deze afdeling wordt verstaan onder :

1° "het Verdrag" : het Verdrag inzake de internationale samenwerking en de bescherming van kinderen op het gebied van de interlandelijke adoptie, gedaan te 's Gravenhage op 29 mei 1993;

2° "federale centrale autoriteit" : de autoriteit aangewezen door de Minister van Justitie om in België de opdrachten van een centrale autoriteit te verrichten zoals die in het Verdrag zijn omschreven en waarmee zij op grond van dit Wetboek wordt belast, alsook alle andere taken waarmee dit wetboek haar belast;

3° "centrale autoriteit van de gemeenschap" : de autoriteit aangewezen door de bevoegde gemeenschap;

4° "erkende adoptiedienst" : elke rechtspersoon die voldoet aan de voorwaarden gesteld om als tussenpersoon inzake adoptie te kunnen optreden en die door de bevoegde gemeenschap is erkend;

5° "Staat van herkomst" : de Staat waar het kind op het tijdstip van de vaststelling van zijn adopteerbaarheid zijn gewone verblijfplaats heeft;

6° "Staat van opvang" : de Staat naar welke het kind na zijn adoptie of met het oog op zijn adoptie in deze Staat werd, wordt of moet worden overgebracht;

7° "bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst" of "bevoegde autoriteit van de Staat van opvang" :

a) indien het gaat om een door het Verdrag gebonden Staat, de centrale autoriteit van die Staat in de zin van het Verdrag;

b) indien het gaat om een niet door het Verdrag gebonden Staat, iedere autoriteit die als dusdanig door het recht van die Staat werd erkend.

Art. 360-2. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing wanneer het kind :

1° vanuit de Staat van herkomst naar België werd, wordt of moet worden overgebracht, hetzij na zijn adoptie in deze Staat door een persoon of door personen met gewone verblijfplaats in België, hetzij met het oog op een dergelijke adoptie in België of in deze Staat, of

2° in België zijn gewone verblijfplaats heeft en het naar een andere Staat werd, wordt of moet worden overgebracht, hetzij na zijn adoptie in België door een persoon of personen met gewone verblijfplaats in die andere Staat, hetzij met het oog op een dergelijke adoptie in België of in die andere Staat, of

3° in België verblijft zonder gemachtigd te zijn er zich te vestigen of er langer dan drie maanden te verblijven, teneinde er te worden geadopteerd door een persoon of personen die er hun gewone verblijfplaats hebben.

De adopties bedoeld in dit artikel worden "interlandelijke adopties" genoemd.

§ 2. Het kind heeft zijn gewone verblijfplaats in een andere Staat

Art. 361-1. De persoon of de personen met gewone verblijfplaats in België die een kind wensen te adopteren dat zijn gewone verblijfplaats in een andere Staat heeft, moeten alvorens enige stappen met het oog op een adoptie te ondernemen, een vonnis verkrijgen waaruit blijkt dat zij bekwaam en geschikt zijn om een interlandelijke adoptie aan te gaan.

Vooraleer hun geschiktheid wordt beoordeeld, moeten zij de voorbereiding hebben gevolgd die de bevoegde gemeenschap organiseert teneinde hen inzonderheid inlichtingen te verstrekken betreffende de verschillende stappen van de adoptieprocedure, de juridische gevolgen en de andere gevolgen van de adoptie alsook over de mogelijkheid en het nut van nazorg na de adoptie.

Deze verplichting geldt voor alle adoptanten, zelfs voor diegenen die een kind wensen te adopteren dat met hen verwant is.

Art. 361-2. Wanneer het vonnis betreffende de geschiktheid van de adoptant of van de adoptanten en het verslag bedoeld in artikel 1231-32 van het Gerechtelijk Wetboek door de griffier van de jeugdrechtsbank in afschrift aan de federale centrale autoriteit is toegestuurd, bezorgt deze laatste ze onverwijld aan de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap.

Art. 361-3. De overbrenging van het kind naar België met het oog op een adoptie kan slechts plaatsvinden en de adoptie slechts uitgesproken worden wanneer aan volgende voorwaarden is voldaan :

1° de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap heeft de stukken bedoeld in artikel 361-2 bezorgd aan de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst;

2° l'autorité centrale communautaire compétente a reçu de l'autorité compétente de l'Etat d'origine

a) un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son évolution personnelle, sa situation familiale, son passé médical et celui de sa famille, son milieu social et les conceptions philosophiques de ce milieu, ainsi que sur ses besoins particuliers; et

b) les autres documents requis pour l'adoption;

3° l'adoptant ou les adoptants ont marqué par écrit leur accord de prendre cet enfant en charge en vue de son adoption;

4° la preuve a été fournie que la loi autorise ou autorisera l'enfant à entrer et à séjourner de façon permanente en Belgique;

5° l'autorité centrale communautaire compétente et l'autorité compétente de l'Etat d'origine de l'enfant ont approuvé par écrit la décision de confier celui-ci à l'adoptant ou aux adoptants.

Art. 361-4. Sauf si l'autorité centrale communautaire compétente accepte des documents équivalents ou, s'agissant d'un ou plusieurs des documents visés au 3° ci-dessous, si cette autorité dispense de les produire lorsque leur production s'avère matériellement impossible, les documents visés à l'article 361-3, alinéa 1^{er}, 2°, b), sont les suivants :

1° une copie certifiée conforme :

a) de l'acte de naissance de l'enfant;

b) de l'acte de consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis;

c) des actes de consentement des autres personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption;

2° un certificat de nationalité et une attestation de résidence habituelle de l'enfant;

3° une attestation par laquelle l'autorité compétente de l'Etat d'origine :

a) déclare que l'enfant est adoptable;

b) constate, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son Etat d'origine, que l'adoption internationale répond à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;

c) constate, motifs à l'appui, que la décision de confier l'enfant à l'adoptant ou aux adoptants répond également à cet intérêt et à ce respect;

d) certifie que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine;

e) certifie que celles-ci ont donné leur consentement librement, dans les formes légales requises, qu'il n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'il n'a pas été retiré;

f) certifie que les consentements de la mère et du père, s'ils sont requis, ont été donnés après la naissance de l'enfant;

g) certifie que l'enfant, eu égard à son âge et sa maturité, a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption si celui-ci est requis et que ses souhaits et avis ont été pris en considération;

h) certifie que le consentement de l'enfant à l'adoption, s'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, qu'il n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'il n'a pas été retiré.

§ 3. De l'enfant résidant habituellement en Belgique.

Art. 362-1. Lorsque l'autorité compétente d'un Etat étranger lui transmet un rapport sur une ou des personnes désirant adopter un enfant résidant habituellement en Belgique, l'autorité centrale fédérale l'adresse, dans les quinze jours, à l'autorité centrale communautaire.

2° de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap heeft van de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst ontvangen :

a) een verslag dat gegevens bevat omtrent de identiteit van het kind, zijn adopteerbaarheid, zijn persoonlijke achtergrond, zijn gezinssituatie, zijn medisch verleden en dat van zijn familie, zijn sociaal milieu en de levensbeschouwelijke opvattingen ervan, alsmede zijn bijzondere behoeften; en

b) de andere voor de adoptie vereiste stukken;

3° de adoptant of de adoptanten hebben schriftelijk ermee ingestemd het kind met het oog op zijn adoptie ten laste te nemen;

4° het bewijs werd geleverd dat de wet het kind toelaat of zal toelaten België binnen te komen en er permanent te verblijven;

5° de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap en de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst van het kind hebben schriftelijk hun goedkeuring gehecht aan de beslissing om het aan de adoptant of aan de adoptanten toe te vertrouwen.

Art. 361-4. Behoudens indien de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap gelijkwaardige documenten aanvaardt of, ingeval het gaat om één of meerdere documenten bedoeld in 3° hieronder, indien deze autoriteit de overlegging ervan vrijstelt wanneer deze materieel onmogelijk blijkt, zijn de stukken bedoeld in artikel 361-3, eerste lid, 2°, b), de volgende :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift :

a) van de akte van geboorte van het kind;

b) van de akte houdende toestemming van het kind in de adoptie, wanneer zij vereist is;

c) van de akten van toestemming van de andere personen, instellingen en autoriteiten van wie de toestemming tot de adoptie is vereist;

2° een nationaliteitsbewijs en een attest waaruit de gewone verblijfplaats van het kind blijkt;

3° een attest waarbij de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst :

a) verklaart dat het kind adopteerbaar is;

b) na de mogelijkheden tot plaatsing van het kind in de Staat van herkomst behoorlijk te hebben onderzocht, vaststelt dat de interlandelijke adoptie aan het hoger belang van het kind en de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, beantwoordt;

c) vaststelt en motiveert waarom de beslissing om het kind toe te vertrouwen aan de adoptant of de adoptanten, eveneens aan dit belang en deze eerbied beantwoordt;

d) bevestigt dat de personen, instellingen en autoriteiten van wie de toestemming voor de adoptie is vereist, de nodige raadgevingen hebben ontvangen en dat zij behoorlijk zijn ingelicht over de gevolgen van die toestemming, inzonderheid met betrekking tot het handhaven of het verbreken van de bestaande rechtsbanden tussen het kind en zijn oorspronkelijke familie ingeval een adoptie;

e) bevestigt dat zij vrij hun toestemming hebben gegeven met inachtneming van de vereiste wettelijke vormen, dat zij niet tegen betaling of in ruil voor enige andere tegenprestatie werd verkregen, en niet werd ingetrokken;

f) bevestigt dat de toestemmingen van de moeder en de vader, indien deze vereist zijn, gegeven werden na de geboorte van het kind;

g) bevestigt dat het kind, rekening houdend met zijn leeftijd en maturiteit, de nodige raadgevingen heeft ontvangen en dat het behoorlijk is ingelicht over de gevolgen van de adoptie en van zijn toestemming in de adoptie indien deze vereist is, en dat zijn wensen en mening in aanmerking zijn genomen;

h) bevestigt dat de toestemming van het kind in de adoptie, indien deze vereist is, vrij werd gegeven, met inachtneming van de vereiste wettelijke vormen, dat deze niet tegen betaling of in ruil voor enige tegenprestatie werd verkregen, en niet werd ingetrokken.

§ 3. Het kind heeft zijn gewone verblijfplaats in België.

Art. 362-1. Wanneer de bevoegde autoriteit van een andere Staat aan de federale centrale autoriteit een verslag heeft toegestuurd over een persoon of personen die een kind wensen te adopteren dat zijn gewone verblijfplaats in België heeft, bezorgt zij het binnen veertien dagen aan de centrale autoriteit van de gemeenschap.

Art. 362-2. Un enfant résidant habituellement en Belgique ne peut être adopté par une personne ou des personnes résidant habituellement dans un Etat étranger que si le tribunal de la jeunesse saisi selon l'article 1231-34 du Code judiciaire :

1° a constaté, sur la base d'une étude sociale ordonnée par lui, et en tenant compte des facteurs culturels et psychosociaux propres à l'enfant, que ce dernier est internationalement adoptable;

2° a constaté que, compte tenu des possibilités de placement de l'enfant en Belgique, une adoption internationale répond à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;

3° s'est assuré que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine;

4° s'est assuré que les consentements des personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption, ont été donnés librement, dans les formes légales requises, qu'ils n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés;

5° s'est assuré que les consentements de la mère et du père, s'ils sont requis, ont été donnés après la naissance de l'enfant;

6° s'est assuré que l'enfant, eu égard à son âge et à sa maturité, a été entouré de conseils et dûment informé des conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption si celui-ci est requis, et que ses souhaits et avis ont été pris en considération;

7° s'est assuré que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, qu'il n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'il n'a pas été retiré.

Art. 362-3. L'adoption ne peut en outre avoir lieu que si l'autorité centrale communautaire compétente

1° a reçu de l'autorité compétente de l'Etat d'accueil le rapport visé à l'article 362-1, contenant des renseignements sur l'identité de l'adoptant ou des adoptants, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge;

2° a reçu de l'autorité centrale fédérale le rapport visé à l'article 1231-38 du Code judiciaire;

3° a constaté, en se fondant notamment sur les rapports prévus aux 1° et 2°, et en tenant compte des conditions d'éducation de l'enfant, de son origine ethnique, religieuse, philosophique et culturelle, que la décision de confier l'enfant à l'adoptant ou aux adoptants répond à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international;

4° a transmis à l'autorité compétente de l'Etat d'accueil le rapport prévu au 2° avec la preuve des consentements requis et les motifs de sa conclusion sur le placement.

Art. 362-4. La décision de confier un enfant résidant habituellement en Belgique à un adoptant ou des adoptants résidant habituellement dans un Etat étranger ne peut être prise, et l'enfant ne peut quitter la Belgique en vue de son adoption dans cet Etat que si les dispositions des articles 362-2 et 362-3 ont été respectées et qu'en outre :

1° l'autorité compétente de l'Etat d'accueil a attesté par écrit que l'adoptant ou les adoptants sont qualifiés et aptes à adopter;

2° l'autorité compétente de l'Etat d'accueil a attesté par écrit que l'enfant sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet Etat;

3° l'autorité centrale communautaire compétente s'est assurée que l'adoptant ou les adoptants marquent leur accord d'adopter cet enfant;

Art. 362-2. Een kind dat zijn gewone verblijfplaats in België heeft, kan slechts worden geadopteerd door een persoon of personen die hun gewone verblijfplaats in een andere Staat hebben indien de jeugdrechtbank bij wie de procedure aanhangig is gemaakt volgens artikel 1231-34 van het Gerechtelijk Wetboek :

1° op grond van een door haar bevolen maatschappelijk onderzoek en rekening houdend met de culturele en psychosociale elementen eigen aan het kind, heeft vastgesteld dat het kind interlandelijk adopteerbaar is;

2° heeft vastgesteld dat, gelet op de mogelijkheden tot plaatsing van het kind in België, de interlandelijke adoptie aan het hoger belang van het kind en aan de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, beantwoordt;

3° zich ervan heeft vergewist dat de personen, instellingen en autoriteiten van wie de toestemming voor de adoptie is vereist, de nodige raadgevingen hebben ontvangen en dat zij behoorlijk zijn ingelicht over de gevolgen van die toestemming, inzonderheid met betrekking tot het handhaven of het verbreken van de bestaande rechtsbanden tussen het kind en zijn oorspronkelijke familie ingevolge een adoptie;

4° zich ervan heeft vergewist dat de toestemming van de personen, instellingen en autoriteiten van wie de toestemming voor de adoptie is vereist, vrij en met inachtneming van de vereiste wettelijke vormen werd gegeven, dat zij niet is verkregen tegen betaling of in ruil voor enige tegenprestatie en niet is ingetrokken;

5° zich ervan heeft vergewist dat de toestemmingen van de moeder en de vader, indien deze vereist zijn, gegeven werden na de geboorte van het kind;

6° zich ervan heeft vergewist dat het kind rekening houdend met zijn leeftijd en maturiteit, de nodige raadgevingen heeft ontvangen en behoorlijk werd ingelicht over de gevolgen van de adoptie en van zijn toestemming in de adoptie, indien deze vereist is, en dat zijn wensen en mening in aanmerking zijn genomen;

7° zich ervan heeft vergewist dat de toestemming van het kind in de adoptie, indien deze vereist is, vrij en met inachtneming van de vereiste wettelijke vormen werd gegeven, dat deze niet tegen betaling of in ruil voor enige tegenprestatie is verkregen en niet werd ingetrokken.

Art. 362-3. Bovendien kan de adoptie slechts plaatsvinden indien de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschappen :

1° van de bevoegde autoriteit van de Staat van opvang het verslag bedoeld in artikel 362-1 heeft ontvangen dat gegevens bevat omtrent de identiteit van de adoptant of de adoptanten, hun wettelijke bekwaamheid en hun geschiktheid om te adopteren, hun persoonlijke achtergrond, hun gezinssituatie en hun gezondheidstoestand, hun sociaal milieu, hun beweegredenen, hun geschiktheid om een interlandelijke adoptie aan te gaan en omtrent de kinderen waarvoor zij de zorg op zich zouden kunnen nemen;

2° van de federale centrale autoriteit het verslag heeft ontvangen bedoeld in artikel 1231-38 van het Gerechtelijk Wetboek;

3° op grond van inzonderheid de verslagen bedoeld in 1° en 2°, en rekening houdend met de omstandigheden van de opvoeding van het kind en met zijn etnische, godsdienstige, levensbeschouwelijke en culturele achtergrond, heeft vastgesteld dat de beslissing om het kind toe te vertrouwen aan de adoptant of de adoptanten aan het hoger belang van het kind en aan de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, beantwoordt;

4° het in 2° bedoelde verslag heeft overgezonden aan de bevoegde autoriteit van de Staat van opvang, samen met het bewijs dat de vereiste toestemmingen zijn gegeven en met de redenen voor haar conclusie inzake de plaatsing.

Art. 362-4. De beslissing om een kind dat in België zijn gewone verblijfplaats heeft, toe te vertrouwen aan een adoptant of aan adoptanten die hun gewone verblijfplaats in een andere Staat hebben, kan slechts worden genomen en het kind kan met het oog op zijn adoptie in deze Staat, België slechts verlaten, indien de bepalingen van de artikelen 362-2 en 362-3 zijn nageleefd en wanneer daarenboven :

1° de bevoegde autoriteit van de Staat van opvang schriftelijk heeft bevestigd dat de adoptant of de adoptanten bekwaam en geschikt zijn om te adopteren;

2° de bevoegde autoriteit van de Staat van opvang schriftelijk heeft bevestigd dat het kind gemachtigd is het grondgebied van de Staat van opvang binnen te komen en aldaar permanent te verblijven;

3° de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap zich ervan heeft vergewist dat de adoptant of de adoptanten ermee hebben ingestemd dat kind te adopteren;

4° l'autorité compétente de l'Etat d'accueil a approuvé par écrit ce projet d'adoption;

5° les autorités visées aux 3° et 4° ont accepté par écrit que la procédure d'adoption se poursuive.

§ 4. Des mesures de sauvegarde.

Art. 363-1. Aucun contact entre l'adoptant ou les adoptants et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui en a la garde ou dont le consentement à l'adoption est requis ne peut avoir lieu tant que les dispositions des articles 361-1 et 361-3, 1° à 5°, ou des articles 362- 2 à 362-4 n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'Etat d'origine de l'enfant sont remplies.

Art. 363-2. Toute autorité compétente en matière d'adoption qui constate qu'une des dispositions de la Convention ou de la loi a été méconnue ou risque manifestement de l'être sursoit à statuer ou à agir et en informe aussitôt les intéressés, l'autorité centrale fédérale et l'autorité centrale communautaire compétente, afin de leur permettre de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

Art. 363-3. Lorsque l'adoptant ou l'un des adoptants a sciemment violé une disposition de la Convention ou de la loi ou commis une fraude dans la procédure d'adoption, le tribunal de la jeunesse refuse de prononcer l'adoption. Il ne peut être dérogé à cette règle que si des motifs liés au respect des droits de l'enfant, dûment établis, le commandent.

Le greffier transmet la décision de refus à l'autorité centrale fédérale qui en informe l'autorité centrale communautaire compétente et, le cas échéant, les autorités compétentes de l'Etat d'origine.

Le juge belge refuse en tout cas de prononcer l'adoption :

1° lorsqu'il est établi que l'adoption sollicitée fait suite à un enlèvement, une vente ou une traite d'enfant; ou

2° lorsqu'il constate que l'adoption a pour but de détourner les dispositions légales relatives à la nationalité ou à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 363-4. Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant étranger vers la Belgique et qu'il apparaît que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil ne répond plus à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international, les autorités compétentes prennent, en étroite concertation, les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment :

1° de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;

2° en consultation avec l'autorité compétente de l'Etat d'origine de l'enfant, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable; en ce cas l'adoption de l'enfant ne peut avoir lieu que si l'autorité compétente de l'Etat d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs et si les consentements requis pour procéder à cette nouvelle adoption ont été donnés;

3° en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant dans l'Etat d'origine, si son intérêt supérieur et le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international l'exigent.

L'enfant est consulté conformément à l'article 1231-11 du Code judiciaire.

Les alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent également en cas de reconnaissance d'une décision étrangère de révocation ou de révision d'une adoption.

Art. 363-5. Les mesures visées à l'article précédent sont prises notamment dans les cas suivants :

1° l'adoptant ou les adoptants ont, sans raison valable, omis d'introduire la requête d'adoption ou de reconnaissance de l'adoption dans les six mois de l'arrivée de l'enfant en Belgique ou ont manifestement renoncé à leur projet adoptif;

2° la juridiction compétente belge saisie a refusé de prononcer ou de reconnaître l'adoption et cette décision est devenue définitive.

4° de bevoegde autoriteit van de Staat van opvang dit voornemen om te adopteren schriftelijk heeft goedgekeurd;

5° de autoriteiten bedoeld in de punten 3° en 4° schriftelijk hebben aanvaard dat de adoptieprocedure wordt voortgezet.

§ 4. Beschermingsmaatregelen.

Art. 363-1. De adoptant of de adoptanten en de bloedverwanten van het kind of enig ander persoon die het onder zijn bewaring heeft of van wie de toestemming in de adoptie vereist is, mogen met elkaar niet in contact treden zolang de bepalingen van de artikelen 361-1 en 361-3, 1° tot 5°, of van de artikelen 362-2 tot 362-4 niet in acht zijn genomen, behalve indien de adoptie plaatsvindt tussen leden van een zelfde familie of indien is voldaan aan de voorwaarden gesteld door de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst van het kind.

Art. 363-2. Elke autoriteit bevoegd inzake adoptie die vaststelt dat een van de bepalingen van het Verdrag of van de wet niet is nageleefd of kennelijk dreigt niet te worden nageleefd, stelt elke verdere beslissing of handeling uit en geeft daarvan onverwijld kennis aan de betrokkenen, aan de federale centrale autoriteit en aan de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap opdat zij ervoor zouden zorgen dat alle nuttige maatregelen worden genomen.

Art. 363-3. Wanneer de adoptant of een van de adoptanten bewust een bepaling van het Verdrag of van de wet heeft overtreden of tijdens de adoptieprocedure bedrog heeft gepleegd, weigert de jeugdrechtbank de adoptie uit te spreken. Van deze regel kan slechts worden afgeweken indien behoorlijk vastgestelde redenen met betrekking tot de eerbied voor de rechten van het kind zulks vereisen.

De griffier bezorgt de beslissing tot weigering aan de federale centrale autoriteit, welke de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap en, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteiten van de Staat van herkomst hiervan in kennis stelt.

De Belgische rechter weigert in eik geval de adoptie uit te spreken :

1° wanneer wordt vastgesteld dat aan het verzoek tot adoptie een ontvoering van, een verkoop van of een handel in kinderen is voorafgegaan; of

2° wanneer hij vaststelt dat de adoptie erop is gericht de wetsbepalingen inzake de nationaliteit of die betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen te omzeilen.

Art. 363-4. Wanneer de adoptie moet plaatsvinden na de overbrenging van het vreemde kind naar België en blijkt dat het verdere verblijf van het kind in het opvanggezin niet langer aan zijn hoger belang en aan de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, beantwoordt, nemen de bevoegde autoriteiten, in nauw overleg, de nodige maatregelen om het kind te beschermen, inzonderheid om :

1° het kind weg te halen bij de personen die het wensten te adopteren en om er voorlopig zorg voor te dragen;

2° in overleg met de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst van het kind, onverwijld te zorgen voor een nieuwe plaatsing van het kind met het oog op zijn adoptie of bij gebreke daarvan, voor een duurzame alternatieve opvang; in dat geval kan het kind slechts worden geadopteerd indien de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst op behoorlijke wijze is voorgelicht omtrent de nieuwe adoptieouders en indien de toestemmingen met het oog op die nieuwe adoptie zijn gegeven;

3° in laatste instantie te zorgen voor de terugkeer van het kind naar de Staat van herkomst indien zijn hoger belang en de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, zulks vereisen.

Het kind wordt geraadpleegd overeenkomstig artikel 1231-11 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het eerste en tweede lid zijn eveneens van toepassing in geval van erkenning van een buitenlandse beslissing van herroeping of herziening van een adoptie.

Art. 363-5. De maatregelen bedoeld in het vorige artikel worden meer bepaald in de volgende gevallen getroffen :

1° de adoptant of de adoptanten hebben zonder geldige reden verzuimd een verzoekschrift tot adoptie of tot erkenning van de adoptie in te dienen binnen zes maanden te rekenen van de aankomst van het kind in België of hebben duidelijk afgezien van hun voornemen om te adopteren;

2° de bevoegde Belgische rechtbank heeft geweigerd de adoptie uit te spreken of te erkennen, en die beslissing is definitief geworden.

Art. 363-6. En cas de rapatriement intervenant en vertu des articles 363-4 et 363-5, les frais de séjour, de soins et de voyage de l'enfant incombent solidairement à l'adoptant ou aux adoptants et, le cas échéant, à l'organisme agréé qui est intervenu à leur demande et dont la responsabilité est établie, ou à toute personne qui est intervenue illégalement comme intermédiaire dans l'adoption.

Section 3. — De l'efficacité en Belgique des décisions étrangères en matière d'adoption

§ 1^{er}. De la reconnaissance des adoptions régies par la Convention.

Art. 364-1. Toute adoption établie dans un Etat étranger lié par la Convention est reconnue de plein droit en Belgique si elle est certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de cet Etat par le certificat prévu à l'article 364-2. La reconnaissance ne peut être refusée que si l'adoption est manifestement contraire à l'ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international.

Toute adoption régie par la Convention, faite dans un Etat étranger lié par celle-ci et qui ne remplit pas les conditions visées ci-dessus, n'est pas reconnue en Belgique.

Art. 364-2. Toute personne désireuse de se prévaloir en Belgique d'une adoption étrangère présente la décision ou l'acte d'adoption avec le certificat de conformité à la Convention :

1° si l'adopté réside habituellement dans un Etat avec lequel la Belgique n'a pas conclu un accord supprimant le contrôle des personnes aux frontières : à l'autorité diplomatique ou consulaire belge compétente ou à celle de l'Etat qui représente les intérêts de la Belgique, et cela avant le déplacement de l'enfant vers la Belgique; cette autorité procède à la vérification de l'authenticité des documents et en transmet copie à l'autorité centrale fédérale qui vérifie que l'adoption n'est pas manifestement contraire à l'ordre public;

2° dans les autres cas : à l'autorité centrale fédérale; celle-ci procède à la vérification de l'authenticité de ces documents et de la non-contrariété manifeste de l'adoption à l'ordre public.

Lorsque ces conditions sont remplies dans l'hypothèse visée au 1°, l'autorité diplomatique ou consulaire belge compétente ou celle de l'Etat qui représente les intérêts de la Belgique établit un passeport au nom de l'enfant, si celui-ci est belge, ou délivre l'autorisation pour l'enfant de séjourner en Belgique. Elle en avise l'autorité centrale fédérale.

Art. 364-3. Les dispositions du présent paragraphe sont également applicables à la reconnaissance des décisions étrangères de conversion d'adoption régies par la Convention.

§ 2. De la reconnaissance des adoptions non régies par la Convention.

Art. 365-1. Les décisions judiciaires et les actes publics établissant une adoption dans un Etat étranger sont reconnus en Belgique si :

1° l'adoption a été établie par l'autorité que le droit de cet Etat tient pour compétente, dans les formes et selon la procédure prévues dans cet Etat;

2° la décision établissant l'adoption peut être considérée comme passée en force de chose jugée dans cet Etat;

3° les articles 361-1 à 361-4 ont été respectés lorsque l'enfant a été, est ou doit être déplacé de son Etat d'origine vers la Belgique après son adoption dans cet Etat par une personne ou des personnes qui résidaient habituellement en Belgique au moment de celle-ci.

Art. 365-2. La reconnaissance est toutefois refusée si les adoptants ont sciemment commis une fraude dans la procédure ou si l'adoption a été établie dans un but de fraude à la loi. Il ne peut être dérogé à cette règle que si des motifs liés au respect des droits de l'enfant, dûment établis, le commandent.

Art. 363-6. In geval van repatriëring op grond van de artikelen 363-4 en 363-5 komen de kosten voor verblijf, verzorging, alsmede de reiskosten en het kind hoofdelijk ten laste van de adoptant of de adoptanten en, in voorkomend geval, van de erkende adoptiedienst die op hun verzoek is opgetreden en waarvan de aansprakelijkheid is vastgesteld, of van enig ander persoon die op onwettige wijze bij de adoptie als tussenpersoon is opgetreden.

Afdeling 3. — Uitwerking van buitenlandse beslissingen inzake adoptie in België

§ 1. Erkenning van adopties beheerst door het Verdrag.

Art. 364-1. Iedere adoptie die is tot stand gekomen in een andere Staat die door het Verdrag is gebonden, wordt in België van rechtswege erkend indien zij door de bevoegde autoriteit van die Staat in overeenstemming met het Verdrag is verklaard door het getuigschrift bedoeld in artikel 364-2. De erkenning kan slechts worden geweigerd wanneer de adoptie, rekening houdend met het hoger belang van het kind en met de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, kennelijk strijdig is met de openbare orde.

Iedere door het Verdrag beheerste adoptie die heeft plaatsgevonden in een andere Staat welke door dit Verdrag is gebonden en die niet voldoet aan de hoger omschreven voorwaarden, wordt in België niet erkend.

Art. 364-2. Eenieder die zich in België wenst te beroepen op een adoptie die in het buitenland is totstandgekomen, legt de beslissing of de akte houdende adoptie voor samen met het getuigschrift waaruit blijkt dat zij in overeenstemming is met het Verdrag :

1° indien de geadopteerde zijn gewone verblijfplaats heeft in een Staat waarmee België geen overeenkomst betreffende de opheffing van grenscontroles op personen heeft gesloten : aan de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire overheid of aan die van de Staat welke de belangen van België behartigt, en wel vooraleer het kind naar België wordt overgebracht; deze overheid onderzoekt de authenticiteit van de stukken en bezorgt hiervan een kopie aan de federale centrale autoriteit die nagaat of de adoptie niet kennelijk strijdig is met de openbare orde;

2° in de andere gevallen : aan de federale centrale autoriteit; deze onderzoekt de authenticiteit van de stukken en gaat na of de adoptie niet kennelijk strijdig is met de openbare orde.

Wanneer de voorwaarden in het geval omschreven in 1° zijn vervuld, stelt de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire overheid of die van de Staat welke de belangen van België behartigt, een paspoort op naam van het kind op indien het Belg is, of verleent aan het kind de machtiging om in België te verblijven. Zij stelt de federale centrale autoriteit daarvan in kennis.

Art. 364-3. De bepalingen van deze paragraaf zijn eveneens van toepassing op de erkenning van de door het Verdrag beheerste vreemde beslissingen van omzetting van adoptie.

§ 2. Erkenning van adopties die niet door het Verdrag zijn beheerst.

Art. 365-1. Rechterlijke beslissingen en openbare akten houdende totstandkoming van een adoptie in een andere Staat, worden in België erkend indien :

1° de adoptie is tot stand gekomen door de autoriteit welke door het recht van die Staat als bevoegd wordt beschouwd, conform de geldende vormvereisten en procedures in die Staat;

2° de beslissing houdende adoptie in die Staat als in kracht van gewijsde gegaan kan worden beschouwd;

3° de artikelen 361-1 tot 361-4 in acht zijn genomen wanneer het kind van zijn Staat van herkomst naar België werd, wordt of moet worden overgebracht, na adoptie in die Staat door een persoon of personen die op dat tijdstip hun gewone verblijfplaats in België hadden.

Art. 365-2. Evenwel wordt de erkenning geweigerd wanneer de adoptanten bewust bedrog hebben gepleegd tijdens de procedure of indien de adoptie is totstandgekomen met het oog op het ontduiken van de wet. Van deze regel kan slechts worden afgeweken indien behoorlijk vastgestelde redenen met betrekking tot de eerbied voor de rechten van het kind dit vereisen.

La reconnaissance est en tout cas refusée :

1° si l'adoption est manifestement contraire à l'ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant et des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international; ou

2° si l'enfant résidant habituellement en Belgique a été déplacé vers l'étranger, en vue de son adoption, en violation des articles 362-2 à 362-4; ou

3° si l'adoption a eu pour but de détourner les dispositions légales relatives à la nationalité ou à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 365-3. Toute personne désireuse de faire reconnaître en Belgique une adoption étrangère non régie par la Convention adresse la demande de reconnaissance

1° avant le déplacement de l'enfant vers la Belgique, si l'adopté réside habituellement dans un Etat avec lequel la Belgique n'a pas conclu un accord supprimant le contrôle des personnes aux frontières

a) soit à l'autorité diplomatique ou consulaire belge compétente ou à celle de l'Etat qui représente les intérêts de la Belgique, qui la transmet à l'autorité centrale fédérale;

b) soit directement à l'autorité centrale fédérale;

2° dans les autres cas : à l'autorité centrale fédérale. L'autorité centrale fédérale procède à la vérification des conditions requises aux articles 365-1 et 365-2.

Lorsque ces conditions sont remplies dans l'hypothèse visée au 1°, l'autorité diplomatique ou consulaire belge compétente ou celle de l'Etat qui représente les intérêts de la Belgique établit un passeport au nom de l'enfant, si celui-ci est belge, ou délivre l'autorisation pour l'enfant de séjourner en Belgique.

Art. 365-4. La demande visée à l'article précédent est établie en double exemplaire et comprend :

1° une copie certifiée conforme de la décision ou de l'acte d'adoption;

2° une traduction, certifiée par un traducteur juré, de la décision ou de l'acte d'adoption;

3° une copie certifiée conforme de l'acte de naissance de l'adopté;

4° un document authentique mentionnant l'identité, la date et le lieu de naissance, la nationalité et la résidence habituelle des adoptants ou de l'adoptant;

5° un document authentique mentionnant la nationalité et la résidence habituelle de l'adopté;

6° un document mentionnant l'identité de la mère et du père de l'enfant, si elle est connue et peut être divulguée, ou à défaut, l'identité et la qualité de la personne qui l'a représenté dans la procédure d'adoption étrangère, ainsi que, le cas échéant, la preuve de leur consentement à l'adoption et de celui de l'enfant, à moins que la décision ou l'acte étranger n'atteste formellement ces faits;

7° si l'enfant résidait habituellement à l'étranger avant l'adoption établie dans un autre Etat que celui de cette résidence, un document émanant d'une autorité du pays où l'enfant résidait habituellement et attestant que l'autorisation de déplacer l'enfant en vue de son adoption a été donnée, à moins que la décision ou l'acte étranger n'atteste formellement ce fait;

8° une copie du jugement sur l'aptitude des adoptants, du rapport établi conformément à l'article 1231-32 du Code judiciaire, et de l'approbation écrite visée à l'article 361-3, 5°, lorsque l'enfant a été, est ou doit être déplacé de son Etat d'origine vers la Belgique après son adoption dans cet Etat par une personne ou des personnes qui résidaient habituellement en Belgique au moment de celle-ci;

9° tout document attestant que toute personne ou organisme public ou privé qui a éventuellement joué un rôle d'intermédiaire dans le processus d'adoption répondait aux conditions pour ce faire fixées par la loi de l'Etat étranger dont il relève.

A défaut de production des documents mentionnés ci-dessus, l'autorité centrale fédérale peut impartir un délai pour les produire. Elle peut également accepter des documents équivalents, sauf en ce qui concerne les documents mentionnés aux 1° et 2°. Si elle s'estime

De erkenning wordt in elk geval geweigerd :

1° indien de adoptie, rekening houdend met het hoger belang van het kind en met de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, kennelijk strijdig is met de openbare orde; of

2° indien een kind dat in België zijn gewone verblijfplaats heeft, met het oog op zijn adoptie naar het buitenland is overgebracht met miskenning van de artikelen 362-2 tot 362-4; of

3° indien de adoptie erop was gericht de wetsbepalingen inzake de nationaliteit of die betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen te omzeilen.

Art. 365-3. Eenieder die in België een buitenlandse adoptie die niet door het Verdrag is beheerst wenst te laten erkennen, zendt het verzoek tot erkenning :

1° voor de overbrenging van het kind naar België indien de geadopteerde zijn gewone verblijfplaats heeft in een Staat waarmee België geen overeenkomst betreffende de opheffing van de grenscontroles op personen heeft gesloten :

a) hetzij aan de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire overheid of aan die van de Staat welke de belangen van België behartigt, die het aan de federale centrale autoriteit bezorgt;

b) hetzij rechtstreeks aan de federale centrale autoriteit;

2° in de andere gevallen : aan de federale centrale autoriteit. De federale centrale autoriteit gaat na of is voldaan aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 365-1 en 365-2.

Wanneer de voorwaarden in het geval omschreven in 1° zijn vervuld, stelt de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire overheid of die van de Staat welke de belangen van België behartigt, een paspoort op naam van het kind op indien het Belg is, of verleent aan het kind de machtiging om in België te verblijven.

Art. 365-4. Het verzoek bedoeld in het vorige artikel wordt in tweevoud opgesteld en bevat :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing of van de akte houdende adoptie;

2° een door een beëdigd vertaler voor echt verklaarde vertaling van de beslissing of van de akte houdende adoptie;

3° een voor eensluidend verklaard afschrift van de akte van geboorte van de geadopteerde;

4° een authentiek stuk waarin de identiteit, de datum en plaats van geboorte, de nationaliteit en de gewone verblijfplaats van de adoptanten of van de adoptant zijn vermeld;

5° een authentiek stuk waarin de nationaliteit en de gewone verblijfplaats van de geadopteerde zijn vermeld;

6° een stuk waarin de identiteit is vermeld van de moeder en van de vader van het kind, ingeval deze gekend is en mag worden meegegeeld, of bij gebreke daarvan de identiteit en de hoedanigheid van de persoon die het kind tijdens de buitenlandse adoptieprocedure heeft vertegenwoordigd alsook, in voorkomend geval, het bewijs dat zij evenals het kind in de adoptie hebben toegestemd, tenzij zulks formeel blijkt uit de buitenlandse beslissing of akte;

7° indien het kind zijn gewone verblijfplaats had in het buitenland en de adoptie daarna is totstandgekomen in een andere Staat dan die waar het gewoonlijk verbleef, een stuk uitgereikt door een autoriteit van de Staat waar het kind zijn gewone verblijfplaats had, waaruit blijkt dat machtiging is verleend om het kind over te brengen met het oog op zijn adoptie, tenzij dit formeel blijkt uit de buitenlandse beslissing of akte;

8° een afschrift van het vonnis betreffende de geschiktheid van de adoptanten, van het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 1231-32 van het Gerechtelijk Wetboek en van de schriftelijke toestemming bedoeld in artikel 361-3, 5°, wanneer het kind van zijn Staat van herkomst naar België werd, wordt of moet worden overgebracht, na adoptie in die Staat door een persoon of personen die op dat tijdstip hun gewone verblijfplaats in België hadden;

9° alle stukken waaruit blijkt dat de personen of openbare en particuliere instellingen die desgevallend in het kader van de adoptieprocedure als tussenpersoon zijn opgetreden, voldeden aan de voorwaarden die terzake worden gesteld door de wet van de andere Staat onder wiens bevoegdheid zij vallen.

Indien voornoemde stukken niet worden overgelegd, kan de federale centrale autoriteit een termijn bepalen waarbinnen dit moet geschieden. Met uitzondering van de stukken bedoeld in 1° en 2°, kan zij ook documenten aanvaarden welke met die stukken zijn gelijkgesteld.

suffisamment éclairée, elle peut dispenser de produire un ou plusieurs documents mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 7° à 9°, lorsque leur production s'avère matériellement impossible.

Lorsque la demande de reconnaissance porte sur une adoption qui n'est pas une adoption internationale au sens de l'article 360-2, l'autorité centrale fédérale peut, si elle s'estime suffisamment éclairée, dispenser de produire un ou plusieurs des documents mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 3° à 9°.

Art. 365-5. Les dispositions du chapitre II, section 3, § 2 sont applicables à la reconnaissance des décisions étrangères de conversion d'adoption non régies par la Convention.

§ 3. De la reconnaissance des décisions étrangères de révocation, de révision et d'annulation d'une adoption.

Art. 366-1. Une décision étrangère de révocation ou de révision d'une adoption est reconnue en Belgique si :

1° la décision a été rendue par l'autorité que le droit de l'Etat étranger tient pour compétente, dans les formes et selon la procédure prévues dans cet Etat;

2° la décision peut être considérée comme passée en force de chose jugée dans cet Etat.

La reconnaissance est néanmoins refusée si les requérants ont sciemment commis une fraude dans la procédure ou si la décision résulte d'une fraude à la loi. Il ne peut être dérogé à cette règle que si des motifs liés au respect des droits de l'enfant, dûment établis, le commandent.

La reconnaissance est en tout cas refusée si la décision est manifestement contraire à l'ordre public.

Art. 366-2. Toute personne désireuse de faire reconnaître en Belgique une décision étrangère de révocation ou de révision d'une adoption en adresse la demande à l'autorité centrale fédérale. Celle-ci procède à la vérification des conditions requises à l'article 366-1.

La demande visée à l'alinéa précédent est établie en double exemplaire et comprend :

1° une copie certifiée conforme de la décision;

2° une traduction, certifiée par un traducteur juré, de la décision;

3° une copie certifiée conforme de l'acte de naissance de l'adopté;

4° un document authentique mentionnant l'identité, la date et le lieu de naissance, la nationalité et la résidence habituelle des adoptants ou de l'adoptant;

5° un document authentique mentionnant la nationalité et la résidence habituelle de l'adopté;

6° un document mentionnant l'identité de la mère et du père de l'enfant, si elle est connue et peut être divulguée, ou à défaut, l'identité et la qualité de la personne qui l'a représenté dans la procédure adoptive étrangère.

A défaut de production des documents mentionnés ci-dessus, l'autorité centrale fédérale peut impartir un délai pour les produire. Elle peut également accepter des documents équivalents, sauf en ce qui concerne les documents mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°. Si elle s'estime suffisamment éclairée, elle peut dispenser de produire un ou plusieurs des documents mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 4° à 6°.

Art. 366-3. Sans préjudice de l'article 351, une décision étrangère annulant une adoption ne peut produire d'effets en Belgique.

§ 4. De l'enregistrement.

Art. 367-1. Toute décision de l'autorité centrale fédérale relative à une demande portant sur la reconnaissance en Belgique d'une décision étrangère visée à la présente section est motivée et remise aux requérants ou leur est notifiée par lettre recommandée à la poste. Si l'autorité centrale fédérale reconnaît une décision étrangère d'adoption, elle se prononce expressément, dans sa décision, sur son équivalence soit à une adoption simple, soit à une adoption plénière.

Indien zij van oordeel is voldoende te zijn ingelicht, kan zij vrijstelling verlenen van de overlegging van één of meer stukken bedoeld in het eerste lid, 4°, 5° en 7° tot 9°, wanneer de overlegging ervan materieel onmogelijk blijkt.

Wanneer het verzoek tot erkenning betrekking heeft op een adoptie die geen interlandelijke adoptie is in de zin van artikel 360-2, kan de federale centrale autoriteit, wanneer zij zich voldoende ingelicht acht, vrijstelling verlenen van de overlegging van een of meer stukken bedoeld in het eerste lid, 3° tot 9°.

Art. 365-5. De bepalingen van hoofdstuk II, afdeling 3, § 2, zijn van toepassing op de erkenning van niet door het Verdrag beheerste vreemde beslissingen tot omzetting van adoptie.

§ 3. Erkenning van buitenlandse beslissingen van herroeping, herziening en nietigverklaring van een adoptie.

Art. 366-1. Een vreemde beslissing van herroeping of herziening van adoptie wordt erkend in België wanneer :

1° de beslissing is genomen door de autoriteit welke door het recht van die Staat als bevoegd wordt beschouwd, conform de geldende vormvereisten en procedures in die Staat;

2° de beslissing in die Staat als in kracht van gewijsde gegaan kan worden beschouwd;

De erkenning wordt evenwel geweigerd wanneer de verzoekers bewust bedrog hebben gepleegd tijdens de procedure of wanneer de beslissing het gevolg is van wetsontduiking. Van deze regel kan slechts worden afgeweken indien behoorlijk vastgestelde redenen met betrekking tot de eerbied van de rechten van het kind dit vereisen.

De erkenning wordt in ieder geval geweigerd wanneer de beslissing kennelijk strijdig is met de openbare orde.

Art. 366-2. Eenieder die in België een vreemde beslissing van herroeping of herziening van een adoptie wenst te laten erkennen, richt zijn verzoek hiertoe tot de federale centrale autoriteit. Deze gaat na of is voldaan aan de door artikel 366-1 opgelegde voorwaarden.

Het verzoek bedoeld in het vorige lid wordt in tweevoud opgesteld en bevat :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing;

2° een door een beëdigd vertaler voor echt verklaarde vertaling van de beslissing;

3° een voor eensluidend verklaard afschrift van de akte van geboorte van de geadopteerde;

4° een authentiek stuk waarin de identiteit, de datum en plaats van geboorte, de nationaliteit en de gewone verblijfplaats van de adoptant of van de adoptant zijn vermeld;

5° een authentiek stuk waarin de nationaliteit en de gewone verblijfplaats van de geadopteerde zijn vermeld;

6° een stuk waarin de identiteit is vermeld van de moeder en van de vader van het kind, ingeval deze gekend is en mag worden meegeedeeld, of bij gebreke daarvan de identiteit en de hoedanigheid van de persoon die het kind tijdens de buitenlandse adoptieprocedure heeft vertegenwoordigd.

Indien voornoemde stukken niet worden overgelegd, kan de federale centrale autoriteit een termijn bepalen waarbinnen dit moet geschieden. Zij kan ook documenten aanvaarden welke met die stukken zijn gelijkgesteld, behalve wat de in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde stukken betreft. Indien zij van oordeel is voldoende te zijn ingelicht, kan zij vrijstelling verlenen van de overlegging van één of meerdere stukken bedoeld in het eerste lid, 4° tot 6°.

Art. 366-3. Onverminderd artikel 351 kan een vreemde beslissing tot nietigverklaring van een adoptie in België geen gevolgen hebben.

§ 4. Registratie.

Art. 367-1. Iedere beslissing van de federale centrale autoriteit inzake een verzoek houdende erkenning in België van een in deze afdeling bedoelde vreemde beslissing dient te worden gemotiveerd en overhandigd aan de verzoekers of wordt hen betekend bij ter post aangetekend schrijven. Wanneer de federale centrale autoriteit een vreemde beslissing houdende adoptie erkent, bepaalt zij in haar beslissing uitdrukkelijk of deze met een gewone dan wel met een volle adoptie overeenstemt.

Art. 367-2. Lorsque les conditions de la reconnaissance en Belgique d'une décision portant établissement, conversion, révocation ou réversion d'une adoption, rendue dans un Etat étranger, sont réunies, cette décision est enregistrée par l'autorité centrale fédérale. Celle-ci en avise les autorités centrales communautaires.

Le Roi fixe les modalités de cet enregistrement et de la délivrance du document qui l'atteste. Cette délivrance a lieu en exemption de tous droits ou taxes.

Sans préjudice des recours contre une décision rendue, en vertu de la présente Section, par l'autorité centrale fédérale, toute décision enregistrée conformément à l'alinéa premier est reconnue par toute autorité ou juridiction, ainsi que par toute autre personne, sur simple présentation de l'attestation d'enregistrement.

CHAPITRE III. — Formalités administratives

Art. 368-1. L'officier de l'état civil de la résidence habituelle en Belgique de l'adoptant ou des adoptants ou de l'un d'eux, ou, à défaut, de l'adopté, est compétent pour transcrire sur ses registres :

1° le dispositif de toute décision rendue en Belgique qui prononce, convertit, révoque ou révisé une adoption;

2° le dispositif de toute décision étrangère en matière d'adoption, reconnue et enregistrée en Belgique;

3° l'acte de naissance de l'adopté lorsque l'adoption est prononcée ou reconnue en Belgique.

Si aucune des parties à l'adoption ne réside habituellement en Belgique, l'officier de l'état civil de Bruxelles est compétent.

Tout officier de l'état civil qui a effectué une transcription en application du présent article ou a porté, en marge d'un acte ou d'une décision figurant dans ses registres, la mention d'un acte ou d'une décision relatif à une adoption en informe sans délai l'autorité centrale fédérale. Celle-ci en avise les autorités centrales communautaires.

Art. 368-2. Lorsque la décision prononçant ou convertissant une adoption, conforme à la Convention est transcrite sur les registres de l'état civil, l'autorité centrale fédérale établit, sur demande de toute partie intéressée, le certificat de conformité visé à l'article 23 de la Convention, selon le modèle fixé par le Roi.

Art. 368-3. Si l'autorité compétente destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge de l'adoptant ou des adoptants.

Art. 368-4. Sauf si des traités internationaux en disposent autrement, les documents émanant d'une autorité étrangère qui sont appelés à être produits en Belgique en vue d'établir, de reconnaître, de convertir, de révoquer ou de réviser une adoption doivent être dûment légalisés, à la diligence de l'adoptant, des adoptants ou de l'un d'eux, ou de l'adopté.

Art. 368-5. Les autorités diplomatiques et consulaires belges ou celles de l'Etat qui représente les intérêts de la Belgique, compétentes en matières notariales et d'état civil, reçoivent et délivrent, dans l'Etat où elles sont accréditées, tout acte, procuration, attestation ou certificat qui relèvent de ces matières et concernent un projet d'adoption à établir ou à faire reconnaître en Belgique ou une adoption prononcée ou reconnue en Belgique.

Art. 368-6. Les autorités compétentes veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'adopté, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données, nécessaires au suivi de sa situation de santé, sur le passé médical de l'adopté et de sa famille, en vue de la réalisation de l'adoption et aux fins de permettre ultérieurement à l'adopté, s'il le désire, de découvrir ses origines.

Elles assurent l'accès de l'adopté ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi belge.

La collecte, la conservation et l'accès à ces informations sont réglés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 367-2. Wanneer is voldaan aan de voorwaarden voor de erkenning in België van een in een andere Staat gewezen beslissing houdende totstandkoming, omzetting, herroeping of herziening van een adoptie, wordt die beslissing door de federale centrale autoriteit geregistreerd. Deze stelt de centrale autoriteiten van de gemeenschappen hiervan in kennis.

De Koning bepaalt de nadere regels voor deze registratie en voor de afgifte van het bewijs ervan. Dit geschiedt zonder heffing van enige rechten of taksen.

Onverminderd beroep tegen een beslissing die overeenkomstig deze afdeling door de federale centrale autoriteit is gewezen, wordt iedere op grond van het eerste lid geregistreerde beslissing, op eenvoudig vertoon van het bewijs van registratie, door iedere overheid of rechtsmacht, erkend, alsook door ieder ander persoon.

HOOFDSTUK III. — Administratieve formaliteiten

Art. 368-1. De ambtenaar van de burgerlijke stad van de gewone verblijfplaats in België van de adoptant, van de adoptanten of van een van hen, of bij gebreke daarvan, van de geadopteerde, is bevoegd om in zijn registers over te schrijven :

1° het beschikkend gedeelte van iedere in België gewezen beslissing houdende uitspraak, omzetting, herroeping of herziening van een adoptie;

2° het beschikkend gedeelte van iedere vreemde beslissing inzake adoptie die in België is erkend en geregistreerd;

3° de akte van geboorte van de geadopteerde wanneer de adoptie in België is uitgesproken of erkend.

Indien geen van de bij de adoptie betrokken partijen haar gewone verblijfplaats in België heeft, is de ambtenaar van de burgerlijke stand te Brussel bevoegd.

Ieder ambtenaar van de burgerlijke stand die overeenkomstig dit artikel een overschrijving heeft verricht, of die in een akte of beslissing vermeld in zijn registers een kantmelding heeft gedaan van een akte of beslissing betreffende een adoptie, stelt de federale centrale autoriteit daarvan onverwijld in kennis. Deze brengt de centrale autoriteiten van de gemeenschappen hiervan in kennis.

Art. 368-2. Wanneer de beslissing waarbij een adoptie overeenkomstig het Verdrag wordt uitgesproken of omgezet in de registers van de burgerlijke stand wordt overgeschreven, stelt de federale centrale autoriteit op verzoek van iedere belanghebbende partij het in artikel 23 van het Verdrag bedoelde schriftelijke bewijsstuk op volgens het model bepaald door de Koning.

Art. 368-3. Ingeval de bevoegde autoriteit waarvoor het stuk is bestemd hierom verzoekt, moet een voor eensluidende verklaarde vertaling van dit stuk worden bezorgd. Behoudens vrijstelling zijn de kosten van vertaling ten laste van de adoptant of van de adoptanten.

Art. 368-4. Behoudens andersluidende bepalingen in internationale verdragen moeten de door een buitenlandse autoriteit uitgereikte stukken die in België moeten worden overgelegd met het oog op de totstandkoming, de erkenning, de omzetting, de herroeping of de herziening van een adoptie op verzoek van de adoptant, de adoptanten of een van hen, of van de geadopteerde behoorlijk worden gelegaliseerd.

Art. 368-5. De Belgische diplomatieke of consulaire overheden of deze van de Staat welke de belangen van België behartigt, bevoegd inzake notariaat en burgerlijke stand, ontvangen en reiken op het grondgebied van de Staat waar zij zijn geaccrediteerd, alle akten, volmachten, verklaringen en getuigschriften uit welke verband houden met die materies en betrekking hebben op een voornemen tot adoptie die in België moet tot stand komen of worden erkend of op een in België uitgesproken of erkende adoptie.

Art. 368-6. De bevoegde autoriteiten zorgen voor de bewaring van de gegevens waarover zij beschikken in verband met de herkomst van de geadopteerde, in het bijzonder deze betreffende de identiteit van zijn moeder en vader, en ook van de gegevens die nodig zijn voor het volgen van zijn gezondheidstoestand, over het medisch verleden van de geadopteerde en van zijn familie, met het oog op de totstandkoming van de adoptie en teneinde het de geadopteerde, indien hij dit wenst, later mogelijk te maken zijn herkomst te achterhalen.

Zij waarborgen aan de geadopteerde of aan zijn vertegenwoordiger de toegang tot die gegevens in de mate toegestaan door de Belgische wet, waarbij passende begeleiding wordt verstrekt.

Het verzamelen, bewaren en de toegang tot deze gegevens worden geregeld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 368-7. Sous réserve de l'article 368-6, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention ou à la loi, en particulier les rapports relatifs à l'enfant, à sa famille d'origine et aux adoptants, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

Art. 368-8. Toute autorité belge qui désire entrer en contact avec une autorité étrangère à propos d'une adoption s'adresse à cette fin à l'autorité centrale fédérale.

Toute autorité belge qui est contactée par une autorité étrangère à propos d'une adoption en avise sans délai l'autorité centrale fédérale. .

Art. 3. Les articles 369 et 370 du même Code, remplacés par la loi du 27 avril 1987, sont abrogés.

CHAPITRE III. — Modifications du Code judiciaire

Art. 4. Dans l'article 792, alinéa 2 du Code judiciaire, les mots "ainsi qu'en matière d'adoption," sont insérés entre les mots "l'article 704, alinéa 1^{er}" et les mots "le greffier".

Art. 5. Il est inséré dans la Quatrième Partie, Livre IV, du même Code, un Chapitre VIIIbis, comprenant les articles 1231-1 à 1231-56, rédigé comme suit :

CHAPITRE VIIIbis. — De l'adoption

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 1231-1. En matière d'adoption, les principes suivants sont d'application :

- 1° quelle que soit la procédure engagée, la cause est instruite en chambre du conseil;
- 2° tout jugement est rendu en audience publique.

Section 2. — De l'adoption interne

Art. 1231-2. Les dispositions de la présente Section s'appliquent aux adoptions n'impliquant pas le déplacement international d'un enfant.

Sous-section 1^{re}. — De l'établissement de l'adoption sur requête de l'adoptant ou des adoptants

Art. 1231-3. La demande est introduite par voie de requête contradictoire, devant le tribunal de première instance, ou si la personne que l'on désire adopter est âgée de moins de dix-huit ans, devant le tribunal de la jeunesse. La requête est déposée au greffe et signée soit par l'adoptant ou les adoptants, soit par leur avocat.

La requête précise si elle porte sur une adoption simple ou sur une adoption plénière, et les raisons pour lesquelles l'adoptant ou les adoptants ont choisi ce type d'adoption. Elle mentionne également les nom et prénoms choisis, dans la mesure permise par la loi, pour l'adopté. Sont annexés à la requête :

- 1° l'original ou une copie certifiée conforme des documents requis pour l'examen de la demande;
- 2° le certificat attestant que la préparation visée à l'article 346-2 du Code civil a été suivie.

Art. 1231-4. Pour que la requête soit recevable, y sont annexés une copie certifiée conforme de l'acte de naissance, ou un acte équivalent, un certificat de nationalité et une attestation de résidence habituelle de l'adoptant ou des adoptants, et de l'adopté.

Dans les trois jours de la réception de la requête, le greffier en avise les descendants de l'adopté.

Art. 1231-5. Dans les huit jours de la réception de la requête en adoption, le greffier la transmet au procureur du Roi, qui recueille sans délai tous renseignements utiles sur le projet d'adoption. Ces renseignements comprennent notamment :

1° l'avis de la mère et du père de l'adopté et, le cas échéant, de son tuteur, de son subrogé tuteur et du juge de paix tuteur ou, si l'un d'eux a désigné un représentant en application de l'article 348-9 du Code civil, l'avis de ce dernier;

2° l'avis des ascendants au deuxième degré de l'adopté, sauf si la mère ou le père s'y oppose;

Art. 368-7. Onder voorbehoud van artikel 368-6 mogen de persoonlijke gegevens die overeenkomstig het Verdrag of de wet zijn verzameld of overgezonden, in het bijzonder de verslagen betreffende het kind, zijn oorspronkelijke familie en de adoptanten, niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die waarvoor zij zijn verzameld of overgezonden.

Art. 368-8. Iedere Belgische overheid die met een vreemde overheid in contact wenst te treden in verband met een adoptie, moet zich daartoe tot de federale centrale autoriteit wenden.

Iedere Belgische overheid die door een vreemde overheid wordt gecontacteerd in verband met een adoptie, stelt hiervan onverwijld de federale centrale autoriteit in kennis.

Art. 3. De artikelen 369 en 370 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 1987, worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 4. In artikel 792, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek worden tussen de woorden "artikel 704, eerste lid," en de woorden "brengt de griffier" de woorden "alsook inzake adoptie", ingevoegd.

Art. 5. In het vierde deel, boek IV van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, dat de artikelen 1231-1 tot 1231-56 omvat, luidende :

"HOOFDSTUK VIIIbis. — Adoptie

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 1231 A. Inzake adoptie, zijn de volgende beginselen van toepassing :

- 1° ongeacht de ingestelde procedure wordt de zaak behandeld in raadkamer;
- 2° ieder vonnis wordt gewezen in openbare terechtzitting.

Afdeling 2. — Binnenlandse adoptie

Art. 1231-2. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op adopties die geen interlandelijke overbrenging van een kind met zich meebrengen.

Onderafdeling 1. — Totstandkomen van de adoptie op verzoek van de adoptant of van de adoptanten

Art. 1231-3. Het verzoek wordt bij verzoekschrift op tegenspraak ingediend bij de rechtbank van eerste aanleg, of, ingeval de persoon die men wenst te adopteren minder dan achttien jaar oud is, bij de jeugdrechtbank. Het verzoekschrift wordt ter griffie neergelegd en ondertekend hetzij door de adoptant of door de adoptanten, hetzij door hun advocaat.

Het verzoekschrift vermeldt of het een gewone of volle adoptie betreft en de redenen waarom de adoptant of adoptanten voor deze adoptievorm hebben gekozen. Het vermeldt tevens de naam en voornamen die, voorzover toegestaan door de wet, voor de geadopteerde zijn gekozen. Moeten bij het verzoekschrift worden gevoegd :

- 1° het origineel of een voor eensluidend verklaard afschrift van de stukken vereist voor het onderzoek van het verzoek;
- 2° het attest waaruit blijkt dat de in artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde voorbereiding werd gevolgd.

Art. 1231-4. Om ontvankelijk te zijn moeten bij het verzoekschrift tot adoptie volgende stukken worden gevoegd : een voor eensluidend verklaard afschrift van de akte van geboorte of een hiermee gelijkgesteld stuk, een nationaliteitsbewijs en een verklaring betreffende de gewone verblijfplaats van de adoptant of van de adoptanten, en van de geadopteerde.

Binnen drie dagen na de ontvangst van het verzoekschrift, geeft de griffier ervan kennis aan de afstammelingen van de geadopteerde.

Art. 1231-5. De griffier zendt het verzoekschrift binnen acht dagen na ontvangst aan de procureur des Konings, die onverwijld alle nuttige inlichtingen inwint omtrent de voorgenomen adoptie. Deze inlichtingen omvatten in het bijzonder :

1° het advies van de moeder en de vader van de geadopteerde, en in voorkomend geval, van zijn voogd, van zijn teziende voogd of van de vrederechter die de voogdij uitoefent of, indien een van hen een vertegenwoordiger heeft aangewezen met toepassing van artikel 348-9 van het Burgerlijk Wetboek, het advies van deze laatste;

2° het advies van de ascendenten in de tweede graad van de geadopteerde, behalve indien de moeder of de vader zich daartegen verzet;

3° l'avis des descendants au premier degré, âgés de plus de dix-huit ans, de l'adoptant ou des adoptants; si l'un de ces descendants n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans, l'avis de son père ou de sa mère, autre que l'adoptant, est recueilli;

4° l'avis de la personne qui a recueilli l'enfant pour en assurer l'entretien et l'éducation en lieu et place de la mère et du père;

5° l'avis de toute personne dont le consentement à l'adoption est requis et qui l'a refusé ou, si elle a désigné un représentant en application de l'article 348-9 du Code civil, l'avis de ce dernier.

Art. 1231-6. Lorsqu'il s'agit d'un enfant, le tribunal de la jeunesse, afin de s'éclairer sur l'aptitude à adopter de l'adoptant ou des adoptants, ordonne une étude sociale au cours de laquelle les instances désignées par les communautés compétentes sont consultées.

Lorsqu'il l'estime utile, le tribunal est libre d'ordonner une étude sociale sur le projet d'adoption simple d'une personne âgée de plus de dix-huit ans.

Art. 1231-7. Dans les deux mois de la réception de la requête en adoption, le procureur du Roi la retourne au greffier avec son avis et les renseignements recueillis en vertu de l'article 1231-5.

Le rapport de l'étude sociale visée à l'article précédent est déposé au greffe dans les deux mois du prononcé du jugement qui l'a ordonnée.

Art. 1231-8. Dans les trois jours du dépôt au greffe des rapports du ministère public et de l'étude sociale, l'adoptant et l'adopté dont le consentement est requis sont convoqués par pli judiciaire pour en prendre connaissance.

Ils disposent à cette fin d'un délai de quinze jours.

Art. 1231-9. Entre le 15° et le 45° jour du dépôt au greffe des deux rapports, l'affaire est fixée d'office par le tribunal.

Art. 1231-10. Le tribunal entend en chambre du conseil les personnes suivantes, convoquées par le greffier sous pli judiciaire ou, si elles sont âgées de moins de seize ans, par simple lettre :

1° l'adoptant ou les adoptants;

2° toute personne dont le consentement à l'adoption est requis ou, si elle a désigné un représentant en application de l'article 348-9 du Code civil, ce dernier;

3° l'adopté, âgé de moins de douze ans, s'il apparaît au terme d'une étude approfondie, ordonnée par le tribunal de la jeunesse et effectuée par le service social compétent, qu'il est en état d'exprimer son opinion sur le projet d'adoption; dans le cas contraire, l'enfant dispose de quinze jours ouvrables, à compter de celui où il est avisé du résultat de l'étude par le procureur du Roi, pour demander par écrit au tribunal de la jeunesse de le convoquer afin d'apprécier lui-même sa capacité; s'il l'estime en état d'exprimer son opinion, le tribunal de la jeunesse entend l'enfant; l'appréciation par le tribunal de la jeunesse de la capacité de l'enfant n'est pas susceptible d'appel;

4° toute personne dont l'avis, recueilli par le procureur du Roi, est défavorable à l'adoption;

5° toute personne que le tribunal estime utile d'entendre.

Si elles comparaissent, les personnes visées à l'alinéa premier, 2° et 4°, peuvent déclarer, par simple acte, vouloir intervenir à la cause.

Dans des circonstances exceptionnelles, le tribunal peut accorder dispense de comparution personnelle et autoriser la représentation par un mandataire spécial, un avocat ou un notaire.

Sauf lorsqu'il est fait application de l'article 1231-11, alinéas 2 et 3, il est dressé procès-verbal de ces auditions.

3° het advies van de afstammelingen in de eerste graad die ouder zijn dan achttien jaar, van de adoptant of van de adoptanten; indien een van deze afstammelingen de leeftijd van achttien jaar nog niet heeft bereikt, moet het advies van zijn vader of moeder, die geen adoptant is, worden ingewonnen;

4° het advies van de persoon die het kind heeft opgevangen om het te onderhouden en op te voeden in de plaats van de moeder en de vader;

5° het advies van eenieder van wie de toestemming in de adoptie vereist is en geweigerd heeft die te geven of, indien deze een vertegenwoordiger heeft aangewezen met toepassing van artikel 348-9 van het Burgerlijk Wetboek, het advies van deze laatste.

Art. 1231-6. Indien het een kind betreft, beveelt de jeugdrechtbank een maatschappelijk onderzoek teneinde inlichtingen te bekomen over de geschiktheid van de adoptant of van de adoptanten om te adopteren. Tijdens dit onderzoek worden de diensten die door de bevoegde gemeenschappen zijn aangewezen, geraadpleegd.

Het staat de rechtbank vrij om, zo zij dit nuttig acht, een maatschappelijk onderzoek te bevelen over de voorgenomen gewone adoptie van een persoon die ouder dan achttien jaar is.

Art. 1231-7. De procureur des Konings zendt het verzoekschrift tot adoptie binnen twee maanden na ontvangst ervan terug aan de griffier, samen met zijn advies en de inlichtingen die hij op grond van artikel 1231-5 heeft ingewonnen.

Het verslag van het maatschappelijk onderzoek bedoeld in het vorige artikel wordt neergelegd ter griffie binnen twee maanden na uitspraak van het vonnis waarbij het is bevolen.

Art. 1231-8. Binnen drie dagen na de neerlegging ter griffie van de verslagen van het openbaar ministerie en van het maatschappelijk onderzoek worden de adoptant en de geadopteerde wiens toestemming is vereist, bij gerechtsbrief opgeroepen om ervan kennis te nemen.

Zij beschikken daartoe over een termijn van vijftien dagen.

Art. 1231-9. Tussen de 15° en de 45° dag na de neerlegging ter griffie van beide verslagen, stelt de rechtbank de zittingsdag voor de zaak ambtshalve vast.

Art. 1231-10. De rechtbank hoort in raadkamer de volgende personen, die door de griffier opgeroepen worden bij gerechtsbrief, of wanneer het personen beneden de zestien jaar betreft, bij gewone brief :

1° de adoptant of de adoptanten;

2° eenieder van wie de toestemming in de adoptie vereist is of, indien hij bij toepassing van artikel 348-9 van het Burgerlijk Wetboek een vertegenwoordiger heeft aangewezen, deze laatste;

3° de geadopteerde die de leeftijd van twaalf jaar nog niet heeft bereikt wanneer uit een door de jeugdrechtbank bevolen en door de bevoegde sociale dienst uitgevoerd grondig onderzoek blijkt dat hij in staat is zijn mening over de voorgenomen adoptie te kennen te geven; in het tegenovergestelde geval beschikt het kind over vijftien werkdagen te rekenen vanaf de dag dat het resultaat van het onderzoek hem door de procureur des Konings ter kennis is gebracht, om de jeugdrechtbank schriftelijk te verzoeken hem op te roepen opdat zij zelf over zijn bekwaamheid zou kunnen oordelen; wanneer de jeugdrechtbank oordeelt dat het kind in staat is zijn mening te kennen te geven, hoort zij het; de beoordeling van de jeugdrechtbank over de bekwaamheid van het kind is niet voor beroep vatbaar;

4° eenieder van wie het door de procureur des Konings ingewonnen advies ongunstig is voor de adoptie;

5° eenieder die de rechtbank wenst te horen.

Indien de personen bedoeld in het eerste lid, 2° en 4° verschijnen kunnen zij bij eenvoudige akte verklaren in het geding te willen tussenkomen.

In uitzonderlijke omstandigheden kan de rechtbank vrijstelling van persoonlijke verschijning verlenen en toestaan dat betrokkene door een bijzonder gemachtigde, door een advocaat of door een notaris wordt vertegenwoordigd.

Behalve wanneer artikel 1231-11, tweede en derde lid, wordt toegepast, wordt van deze verhoren een proces-verbaal opgesteld.

Art. 1231-11. Lors de sa comparution devant le tribunal de la jeunesse, l'enfant peut renoncer à être entendu.

L'enfant est entendu seul, en l'absence de quiconque, le greffier et, le cas échéant, un expert ou un interprète exceptés. Son opinion est dûment prise en considération eu égard à son âge et à sa maturité. Son audition ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure.

Un compte-rendu de l'audition est joint au dossier de la procédure.

Art. 1231-12. Toute personne dont l'avis doit être recueilli conformément à l'article 1231-5 peut déclarer, par simple acte, vouloir intervenir à la cause.

Art. 1231-13. Le tribunal s'assure que le choix entre l'adoption simple et l'adoption plénière a été posé en connaissance de cause. Le tribunal vérifie également si les conditions prévues par la loi sont remplies. Le tribunal apprécie, en tenant compte de tous les intérêts légitimes, s'il y a lieu de prononcer l'adoption.

Sauf s'il est établi que l'enfant a été élevé depuis plus de six mois par l'adoptant ou les adoptants, le tribunal statue au plus tôt six mois après le dépôt de la requête en adoption.

Art. 1231-14. L'adoptant ou les adoptants peuvent, avant que l'adoption ne soit prononcée, demander au tribunal de la jeunesse, soit :

1° de prononcer une adoption simple en lieu et place de l'adoption plénière demandée dans la requête;

2° de prononcer une adoption plénière en lieu et place de l'adoption simple demandée dans la requête.

Cette demande doit se fonder sur des motifs sérieux, être conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international et être appuyée par tous ceux qui ont consenti à l'adoption prévue dans la requête. Le tribunal en donne acte.

Les articles 1231-10 à 1231-12 sont, dans ce cas, à nouveau d'application.

Art. 1231-15. Le dispositif du jugement d'adoption mentionne notamment :

1° la date du dépôt de la requête en adoption;

2° le nom et les prénoms de l'adoptant ou des adoptants;

3° si l'adoption prononcée est une adoption simple ou une adoption plénière;

4° le nom et les prénoms que l'adopté porte lors de l'adoption et, en cas de changement de ceux-ci à raison de l'adoption, le nom et les prénoms qu'il portera désormais;

5° s'il y a lieu, le nom et les prénoms que les descendants de l'adopté conservent malgré l'adoption.

Le jugement est notifié par pli judiciaire à l'adoptant ou aux adoptants et à toute personne dont le consentement était requis, ainsi qu'au ministère public.

Art. 1231-16. Le procureur du Roi, l'adoptant ou les adoptants agissant conjointement et l'adopté, ainsi que les parties intervenantes, peuvent interjeter appel par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans le mois de la notification du jugement.

L'adopté âgé de moins de douze ans, mineur prolongé ou interdit est représenté par l'une des personnes dont le consentement à son adoption est requis.

Art. 1231-17. Le procureur du Roi, l'adoptant ou les adoptants agissant conjointement et l'adopté, ainsi que les parties intervenantes, peuvent se pourvoir en cassation.

L'adopté âgé de moins de douze ans, mineur prolongé ou interdit est représenté par l'une des personnes dont le consentement à son adoption est requis.

Art. 1231-18. Toute décision judiciaire rendue en matière d'adoption ne peut être exécutée si elle fait l'objet ou est encore susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation.

Si la décision concerne plusieurs adoptés, l'appel ou le pourvoi en cassation fait par l'un d'eux ne produit d'effet qu'en ce qui le concerne.

Art. 1231-11. Het kind kan tijdens zijn verschijning voor de jeugdrechtbank ervan afzien te worden gehoord.

Het kind wordt alleen gehoord, in afwezigheid van wie ook, de griffier en, in voorkomend geval, een deskundige of een tolk uitgezonderd. Met zijn mening wordt behoorlijk rekening gehouden, zijn leeftijd en maturiteit in acht genomen. Het horen geeft hem niet de hoedanigheid van partij in het geding.

Van het onderhoud wordt een verslag opgesteld dat bij het dossier wordt gevoegd.

Art. 1231-12. Eenieder van wie overeenkomstig artikel 1231-5 het advies moet worden ingewonnen, kan bij eenvoudige akte verklaren in het geding te willen tussenkomen.

Art. 1231-13. De rechtbank moet zich ervan vergewissen dat met kennis van zaken is gekozen tussen gewone adoptie en volle adoptie. De rechtbank moet tevens nagaan of is voldaan aan de bij wet gestelde voorwaarden. De rechtbank moet, rekening houdend met alle wettige belangen, oordelen of de adoptie kan worden uitgesproken.

Behalve indien is gebleken dat het kind sedert meer dan zes maanden wordt opgevoed door de adoptant of door de adoptanten, doet de rechtbank uitspraak ten vroegste zes maanden na de neerlegging van het verzoekschrift tot adoptie.

Art. 1231-14. Vooraleer de adoptie wordt uitgesproken kunnen de adoptant of de adoptanten aan de jeugdrechtbank vragen om, ofwel :

1° de gewone adoptie uit te spreken in de plaats van de volle adoptie gevraagd in het verzoekschrift;

2° de volle adoptie uit te spreken in de plaats van de gewone adoptie gevraagd in het verzoekschrift.

Dit verzoek moet op ernstige redenen gegrond zijn, moet overeenstemmen met het hoger belang van het kind, alsmede met de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen en moet worden gesteund door alle personen die hebben toegestemd in de adoptie waarop het verzoekschrift betrekking heeft. De rechtbank verleent daarvan akte.

De artikelen 1231-10 tot 1231-12 zijn in dat geval opnieuw van toepassing.

Art. 1231-15. Het beschikkend gedeelte van het vonnis inzake adoptie vermeldt inzonderheid :

1° de datum van neerlegging van het verzoekschrift tot adoptie;

2° de naam en de voornamen van de adoptant of van de adoptanten;

3° of de uitgesproken adoptie een gewone adoptie of een volle adoptie is;

4° de naam en de voornamen die de geadopteerde bij de adoptie droeg en ingeval zij ingevolge de adoptie zijn gewijzigd, de naam en de voornamen die hij voortaan zal dragen;

5° indien nodig, de naam en de voornamen die de afstammelingen van de geadopteerde niettegenstaande de adoptie bewaren.

Het vonnis wordt bij gerechtsbrief betekend aan de adoptant of aan de adoptanten, aan iedere persoon van wie de toestemming in de adoptie vereist was, alsmede aan het openbaar ministerie.

Art. 1231-16. De procureur des Konings, de adoptant of de adoptanten die gezamenlijk optreden en de geadopteerde, alsmede de tussenkomende partijen kunnen bij wege van een verzoekschrift ingediend ter griffie van het hof van beroep, beroep instellen binnen een maand te rekenen van de betekening van het vonnis.

De geadopteerde die de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt, in staat van verlengde minderjarigheid verkeert of onbekwaam is verklaard, wordt vertegenwoordigd door een van de personen van wie de toestemming in de adoptie vereist is.

Art. 1231-17. De procureur des Konings, de adoptant of de adoptanten die gezamenlijk optreden en de geadopteerde, alsook de tussenkomende partijen kunnen zich in cassatie voorzien.

De geadopteerde die de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt, in staat van verlengde minderjarigheid verkeert of onbekwaam is verklaard, wordt vertegenwoordigd door een van de personen van wie de toestemming in de adoptie vereist is.

Art. 1231-18. Rechterlijke beslissingen gewezen inzake adoptie kunnen niet ten uitvoer worden gelegd indien daartegen beroep of cassatieberoep is ingesteld of zulks nog mogelijk is.

Ingeval de beslissing betrekking heeft op verscheidene geadopteerden, heeft het beroep of het cassatieberoep ingesteld door een van hen, slechts voor die persoon gevolgen.

Art. 1231-19. Après l'expiration du délai d'appel ou de pourvoi en cassation ou, le cas échéant, après le prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi, le greffier transmet sans délai le dispositif de la décision judiciaire prononçant l'adoption à l'officier de l'état civil compétent en vertu de l'article 368-1 du Code civil.

L'officier de l'état civil transcrit immédiatement le dispositif sur ses registres et transmet une copie de l'acte de transcription au greffier ainsi qu'à l'autorité centrale fédérale; celle-ci en avise les autorités centrales communautaires. Mention de la transcription est faite en marge des actes concernant l'état civil de l'adopté et de ses descendants.

Art. 1231-20. Si l'adoptant, les adoptants ou l'un d'eux décèdent après le dépôt de la requête en adoption, mais avant la transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt par l'officier de l'état civil, la procédure peut être poursuivie à la diligence de l'adopté ou, le cas échéant, du survivant des adoptants.

Art. 1231-21. La tierce opposition n'est recevable que si elle est formée dans le délai d'un an à compter de la transcription prévue à l'article 1231-19.

La requête civile n'est recevable que si elle émane de l'adoptant, des adoptants ou de l'un d'eux ou de l'adopté âgé de plus de dix-huit ans et pour autant qu'elle soit signifiée dans les trois mois du jour où le requérant a eu connaissance de la cause sur laquelle il appuie sa requête. Si l'adopté a connaissance de cette cause avant sa majorité, ce délai ne court à son égard qu'à dater du jour où il atteint l'âge de dix-huit ans.

Art. 1231-22. Les décisions judiciaires refusant de prononcer l'adoption ne font pas obstacle à l'introduction ultérieure d'une nouvelle requête, fondée sur des actes ou des faits postérieurs au refus.

Le cas échéant, les consentements requis devront être à nouveau recueillis.

Art. 1231-23. La procédure de conversion d'une adoption simple en adoption plénière est régie par les dispositions applicables à la procédure d'établissement d'une adoption.

Sous-section 2. — De l'établissement de l'adoption sur requête du ministère public

Art. 1231-24. Lorsqu'il introduit la requête sur base des articles 347-1, 3°, 347-2, 3° ou 348-11 du Code civil, le procureur du Roi agit soit d'office, soit à la demande de toute personne intéressée. Les renseignements visés à l'article 1231-5, recueillis par le procureur du Roi, sont joints à la requête.

L'adoptant ou les adoptants et, selon le cas, les personnes appelées à consentir à l'adoption en vertu des articles 348-6 ou 348-7 du Code civil, ou celles qui ont refusé leur consentement en application de l'article 348-11 du même Code, sont appelées à la cause.

Art. 1231-25. Les articles 1231-3, alinéas 3 et 4, 1231-4, 1231-6 à 1231-23 sont applicables à la présente procédure.

Section 3. — De l'adoption internationale

Art. 1231-26. Les dispositions de la présente Section s'appliquent aux adoptions internationales au sens de l'article 360-2 du Code civil.

Sous-section 1^{re}. — De la procédure en constatation de l'aptitude à adopter

Art. 1231-27. L'adoptant ou les adoptants se présentent en personne devant le tribunal de la jeunesse et déclarent vouloir entamer une procédure d'adoption internationale, s'il s'agit d'une adoption simple ou plénière, et les motifs qui les animent.

Le tribunal dresse procès-verbal de ces déclarations et dispense l'information qu'il estime nécessaire.

Art. 1231-28. Si l'adoptant ou les adoptants ont déjà suivi la préparation organisée par la communauté compétente, ils remettent au tribunal le certificat attestant que cette préparation a été suivie.

Dans le cas contraire, le tribunal les invite à s'adresser à l'autorité communautaire compétente, en vue de suivre la préparation et d'obtenir le certificat visé à l'alinéa premier. La procédure est suspendue.

Art. 1231-19. Na het verstrijken van de termijn om beroep of cassatieberoep in te stellen of, in voorkomend geval, na de uitspraak van het arrest waarbij het beroep wordt afgewezen, zendt de griffier onverwijld het beschikkend gedeelte van de rechterlijke beslissing waarbij de adoptie wordt uitgesproken toe aan de ambtenaar van de burgerlijke stand die overeenkomstig artikel 368-1 van het Burgerlijk Wetboek bevoegd is.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkend gedeelte onmiddellijk over in registers en zendt een afschrift van de akte van overschrijving toe aan de griffier alsook aan de federale centrale autoriteit; deze stelt de centrale autoriteiten van de gemeenschappen hiervan in kennis. De overschrijving moet worden vermeld in de kant van de akten van de burgerlijke stand van de geadopteerde en van zijn afstammelingen.

Art. 1231-20. Bij overlijden van de adoptant, van de adoptanten of van een van hen na de neerlegging van het verzoekschrift tot adoptie maar voor de overschrijving van het beschikkend gedeelte van het vonnis of van het arrest door de ambtenaar van de burgerlijke stand, kan de procedure op verzoek van de geadopteerde of, in voorkomend geval, van de overlevende adoptant worden voortgezet.

Art. 1231-21. Derdenverzet is slechts ontvankelijk indien het wordt ingediend binnen een termijn van een jaar te rekenen van de overschrijving bedoeld in artikel 1231-19.

Het verzoek tot herroeping van het gewijsde is slechts ontvankelijk indien het uitgaat van de adoptant, van de adoptanten, van een van hen of van de geadopteerde ouder dan achttien jaar, en voor zover het wordt betekend binnen drie maanden te rekenen van de dag waarop de verzoeker kennis heeft gekregen van de reden waarop zijn verzoekschrift steunt. Indien de geadopteerde kennis kreeg van deze reden voor zijn meerderjarigheid, gaat de termijn ten aanzien van hem slechts in op de dag waarop hij de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Art. 1231-22. Rechterlijke beslissingen waarbij wordt geweigerd de adoptie uit te spreken, beletten niet dat later nogmaals een nieuw verzoekschrift wordt ingediend, dat gegrond is op handelingen of feiten die na de weigering hebben plaatsgevonden.

In voorkomend geval moeten de vereiste toestemmingen opnieuw worden ingewonnen.

Art. 1231-23. De procedure tot omzetting van een gewone adoptie in een volle adoptie wordt beheerst door de bepalingen die van toepassing zijn op de procedure tot totstandkoming van de adoptie.

Onderafdeling 2. — Totstandkoming van de adoptie op verzoek van het openbaar ministerie

Art. 1231-24. Indien de procureur des Konings een verzoekschrift indient op grond van de artikelen 347-1, 3°, 347-2, 3° of 348-11 van het Burgerlijk Wetboek, treedt hij op, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van iedere belanghebbende. De inlichtingen bedoeld in artikel 1231-5, die de procureur des Konings heeft ingewonnen, worden bij het verzoekschrift gevoegd.

De adoptant of de adoptanten en, naargelang het geval, de personen die ingevolge de artikelen 348-6 of 348-7 van het Burgerlijk Wetboek moeten toestemmen in de adoptie, of deze die met toepassing van artikel 348-11 van hetzelfde Wetboek geweigerd hebben toe te stemmen, worden in het geding geroepen.

Art. 1231-25. De artikelen 1231-3, derde en vierde lid, 1231-4, 1231-6 tot 1231-23 zijn op deze procedure van toepassing.

Afdeling 3. — Interlandelijke adoptie

Art. 1231-26. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op interlandelijke adopties in de zin van artikel 360-2 van het Burgerlijk Wetboek.

Onderafdeling 1. — Procedure houdende vaststelling van de geschiktheid om te adopteren

Art. 1231-27. De adoptant of de adoptanten verschijnen in persoon voor de jeugdrechtbank en verklaren tot een interlandelijke adoptieprocedure te willen overgaan, of het een volle dan wel een gewone adoptie betreft, en de beweegredenen daartoe.

De rechtbank maakt proces-verbaal op van deze verklaringen en verstrekt de informatie die zij nuttig oordeelt.

Art. 1231-28. Indien de adoptant of de adoptanten de door de bevoegde gemeenschap georganiseerde voorbereiding reeds hebben gevolgd, overhandigen zij aan de rechtbank het attest waaruit blijkt dat deze voorbereiding gevolgd werd.

In het andere geval worden zij door de rechtbank verzocht zich te richten tot de bevoegde autoriteit van de gemeenschap teneinde de voorbereiding te volgen en het attest te bekomen, zoals bedoeld in het eerste lid. De procedure wordt opgeschort.

Art. 1231-29. Lorsqu'il est en possession du certificat visé à l'article 1231-28, le tribunal rend un jugement interlocutoire par lequel il ordonne une étude sociale afin de l'éclairer sur l'aptitude à adopter de l'adoptant ou des adoptants. Au cours de cette étude sociale, les instances désignées par les communautés compétentes sont consultées.

S'il le juge nécessaire, il peut également adresser cette demande au ministère public.

Le rapport de l'étude sociale est déposé au greffe dans les deux mois du prononcé de ce jugement. Il est communiqué au ministère public.

Art. 1231-30. Dans les trois jours du dépôt au greffe du rapport de l'étude sociale, l'adoptant ou les adoptants sont convoqués par pli judiciaire :

1° pour prendre connaissance du rapport; ils disposent à cette fin d'un délai de quinze jours;

2° à comparaître en personne devant le tribunal dans le mois qui suit l'expiration du délai prévu au 1°.

Art. 1231-31. Le tribunal se prononce ensuite sur l'aptitude de l'adoptant ou des adoptants à procéder à une adoption internationale.

Le jugement est motivé. S'il est positif, il mentionne le nombre d'enfants que l'adoptant ou les adoptants seraient aptes à adopter, ainsi que les éventuelles restrictions à leur aptitude.

Le jugement ne peut servir que pour une procédure en adoption d'un ou de plusieurs enfants. Sa validité expire trois ans après son prononcé.

Art. 1231-32. Si le jugement conclut à l'aptitude de l'adoptant ou des adoptants, le ministère public établit, dans les deux mois du prononcé, un rapport destiné à mettre à la disposition de l'autorité compétente de l'Etat d'origine suffisamment de renseignements sur leur personne pour lui permettre de déterminer, pour chaque enfant en besoin d'adoption internationale, la ou les personnes qui lui offriront l'environnement le plus adéquat et les meilleures chances de bonne intégration; ce rapport contient des renseignements sur leur identité, leur capacité légale, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, leurs conceptions philosophiques, les motifs qui les animent et leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

Le rapport est déposé au greffe.

Art. 1231-33. Dans les trois jours de la réception du rapport, le greffier en adresse une copie, ainsi qu'une copie du jugement, à l'autorité centrale fédérale. Il en avise l'adoptant ou les adoptants. L'autorité centrale fédérale fait application de l'article 361-2 du Code civil.

Sous-section 2. — De la procédure en constatation de l'adoptabilité d'un enfant

Art. 1231-34. La demande est introduite devant le tribunal de la jeunesse par le ministère public, à la requête de l'autorité centrale fédérale, qui a préalablement obtenu de l'autorité centrale communautaire compétente, informée d'un désir d'adoption conformément à l'article 362-1 du Code civil, des renseignements concernant un enfant susceptible d'être adopté.

L'enfant est représenté par un tuteur ad hoc désigné par le tribunal.

Art. 1231-35. Le tribunal rend un jugement interlocutoire par lequel il ordonne une étude sociale afin de l'éclairer sur l'adoptabilité de l'enfant. Au cours de cette étude sociale, les instances désignées par les communautés compétentes sont consultées.

Le rapport de l'étude sociale est déposé au greffe dans les deux mois du prononcé du jugement. Il est communiqué au ministère public.

Art. 1231-29. Wanneer de rechtbank in het bezit is gesteld van het in artikel 1231-28 bedoelde attest, wijst zij een tussenvonnissen waarin zij een maatschappelijk onderzoek beveelt dat haar inlichtingen verschaft over de geschiktheid van de adoptant of van de adoptanten om te adopteren. Tijdens dit maatschappelijk onderzoek worden de diensten die door de bevoegde gemeenschappen zijn aangewezen, geraadpleegd.

Indien zij het nuttig acht, kan zij dit verzoek tevens richten tot het openbaar ministerie.

Het verslag van het maatschappelijk onderzoek wordt neergelegd ter griffie binnen twee maanden te rekenen van de datum van het vonnis. Het wordt bezorgd aan het openbaar ministerie.

Art. 1231-30. Binnen drie dagen na de neerlegging ter griffie van het verslag van het maatschappelijk onderzoek worden de adoptant of de adoptanten opgeroepen bij gerechtsbrief, teneinde :

1° kennis te nemen van het verslag; daartoe beschikken zij over een termijn van vijftien dagen;

2° in persoon te verschijnen voor de rechtbank binnen de maand die volgt op het verstrijken van de termijn bedoeld in 1°.

Art. 1231-31. De rechtbank spreekt zich daarna uit over de geschiktheid van de adoptant of van de adoptanten om tot een interlandelijke adoptie over te gaan.

Het vonnis wordt met redenen omkleed. In geval van een positief vonnis wordt daarin opgave gedaan van het aantal kinderen dat de adoptant of de adoptanten kunnen adopteren, alsook van de eventuele beperkingen van hun geschiktheid.

Het vonnis mag slechts in een enkele procedure tot adoptie van een of meer kinderen worden aangewend. De geldigheid van het vonnis verstrijkt drie jaar na het uitspreken ervan.

Art. 1231-32. Wanneer de adoptant of de adoptanten krachtens het vonnis geschikt zijn om te adopteren, maakt het openbaar ministerie binnen twee maanden te rekenen van de uitspraak een verslag op zodat de bevoegde autoriteit van de Staat van herkomst over voldoende gegevens beschikt met betrekking tot hun persoon om haar de mogelijkheid te bieden voor ieder kind, voor wie een interlandelijke adoptie nodig is, de persoon of personen aan te wijzen die het kind de meest geschikte omgeving en de beste waarborgen voor een goede integratie kunnen bieden; dit verslag bevat gegevens omtrent hun identiteit, hun wettelijke bekwaamheid, hun persoonlijke achtergrond, hun gezinssituatie en gezondheidstoestand, hun sociaal milieu, hun levensbeschouwelijke overtuiging, hun beweegredenen en hun geschiktheid om een interlandelijke adoptie aan te gaan, alsmede omtrent de kinderen waarvoor zij de zorg op zich zouden kunnen nemen.

Het verslag wordt neergelegd ter griffie.

Art. 1231-33. Binnen drie dagen na ontvangst van het verslag, bezorgt de griffier een afschrift ervan, alsmede een afschrift van het vonnis aan de federale centrale autoriteit. Hij stelt de adoptant of de adoptanten hiervan in kennis. De federale centrale autoriteit past artikel 361-2 van het Burgerlijk Wetboek toe.

Onderafdeling 2. — Procedure houdende vaststelling van de adopteerbaarheid van een kind

Art. 1231-34. Het verzoek wordt door het openbaar ministerie ingediend bij de jeugdrechtbank, op verzoek van de federale centrale autoriteit, nadat deze van de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap, op de hoogte gebracht van een adoptiewens volgens artikel 362-1 van het Burgerlijk Wetboek, gegevens bekomen heeft over een kind, dat in aanmerking komt voor adoptie.

Het kind wordt vertegenwoordigd door een voogd ad hoc, aangewezen door de rechtbank.

Art. 1231-35. De rechtbank wijst een tussenvonnissen waarin zij een maatschappelijk onderzoek beveelt dat haar inlichtingen verschaft over de adopteerbaarheid van het kind. Tijdens dit maatschappelijk onderzoek worden de diensten die door de bevoegde gemeenschappen zijn aangewezen, geraadpleegd.

Het verslag van het maatschappelijk onderzoek wordt neergelegd ter griffie binnen twee maanden te rekenen van de datum van het vonnis. Het wordt meegedeeld aan het openbaar ministerie.

Art. 1231-36. Dans les trois jours du dépôt au greffe du rapport de l'étude sociale, le représentant de l'enfant est convoqué par pli judiciaire :

1° pour prendre connaissance du rapport; il dispose à cette fin d'un délai de quinze jours;

2° à comparaître en personne devant le tribunal dans le mois qui suit l'expiration du délai prévu au 1°.

Art. 1231-37. Le tribunal se prononce ensuite sur l'adoptabilité de l'enfant et vérifie si les conditions visées à l'article 362-2 du Code civil sont remplies.

Le jugement mentionne que ces vérifications ont été effectuées.

Art. 1231-38. Si le jugement conclut à l'adoptabilité de l'enfant, le ministère public établit, dans les deux mois du prononcé, un rapport destiné à mettre à la disposition de l'autorité compétente de l'Etat d'accueil suffisamment de renseignements sur l'enfant pour lui permettre de déterminer les personnes désireuses d'adopter un enfant qui lui offriront, compte tenu de ses besoins spécifiques, l'environnement le plus adéquat et les meilleures chances de bonne intégration; ce rapport contient des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers.

Le rapport est déposé au greffe.

Art. 1231-39. Dans les trois jours de la réception du rapport, le greffier en adresse une copie, ainsi qu'une copie du jugement, à l'autorité centrale fédérale. Il en avise le représentant de l'enfant. L'autorité centrale fédérale fait, sans délai, application de l'article 362-3, alinéa 1^{er}, 2°, du Code civil.

Sous-section 3. — De l'établissement de l'adoption

Art. 1231-40. Sauf si la présente sous-Section en dispose autrement, les dispositions de la section 2 s'appliquent à l'établissement d'une adoption internationale.

Art. 1231-41. La requête contradictoire en adoption est introduite devant le tribunal de la jeunesse

1° dans les trois ans de la date de la décision ou de la délivrance d'une attestation émanant de l'autorité compétente en matière d'adoption de l'Etat étranger dans lequel l'adoptant ou les adoptants résident habituellement, les déclarant qualifiés et aptes à adopter et à assumer une adoption internationale; et

2° dans les six mois de l'arrivée de l'enfant en Belgique.

Art. 1231-42. A moins qu'il ne soit déjà en possession de ces documents, le tribunal demande sans délai à l'autorité centrale fédérale de lui transmettre :

1° une copie certifiée conforme de la décision ou de l'attestation visées à l'article 1231-41, 1°;

2° une copie certifiée conforme de la décision d'un juge belge ou, si l'enfant réside habituellement dans un Etat étranger, de l'attestation par laquelle l'autorité compétente de cet Etat déclare l'enfant adoptable et constate, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans l'Etat de sa résidence habituelle, qu'une adoption internationale répond à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international;

3° une copie certifiée conforme des rapports visés aux articles 1231-32 du présent Code et 361-3, alinéa 1^{er}, 2°, du Code civil, ou aux articles 1231-38 du présent Code et 362-3, alinéa 1^{er}, 1°, du Code civil;

4° une attestation par laquelle l'autorité centrale communautaire compétente ou, si l'enfant réside habituellement dans un Etat étranger, l'autorité compétente de cet Etat constate, motifs à l'appui, que la décision de confier l'enfant à l'adoptant ou aux adoptants répond à son intérêt supérieur et au respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en vertu du droit international.

Si, en application de l'article 361-4, alinéa 1^{er}, du Code civil, l'autorité centrale communautaire compétente a accepté des documents équivalents aux attestations visées à l'alinéa 2, 2° et 4°, du présent article, l'autorité centrale fédérale transmet ces documents. Si l'autorité centrale communautaire compétente a dispensé de produire ces attestations ou l'une d'elles, l'autorité centrale fédérale transmet au juge une preuve de la dispense.

Art. 1231-36. Binnen drie dagen na neerlegging ter griffie van het verslag van het maatschappelijk onderzoek wordt de vertegenwoordiger van het kind opgeroepen bij gerechtsbrief teneinde :

1° kennis te nemen van het verslag; daartoe beschikt hij over een termijn van vijftien dagen;

2° in persoon te verschijnen voor de rechtbank binnen de maand die volgt op het verstrijken van de termijn bedoeld in 1°.

Art. 1231-37. De rechtbank spreekt zich daarna uit over de adopteerbaarheid van het kind en gaat na of de voorwaarden bedoeld in artikel 362-2 van het Burgerlijk Wetboek vervuld zijn.

In het vonnis wordt vermeld dat deze controle is verricht.

Art. 1231-38. Wanneer het kind krachtens het vonnis adopteerbaar is, stelt het openbaar ministerie binnen twee maanden te rekenen van de uitspraak, een verslag op zodat de bevoegde autoriteit van de Staat van opvang over voldoende gegevens beschikt met betrekking tot het kind om haar de mogelijkheid te bieden de persoon of personen aan te wijzen die het kind, rekening houdend met zijn specifieke noden, de meest geschikte omgeving en de beste waarborgen voor een goede integratie kunnen bieden; dit verslag bevat gegevens omtrent de identiteit van het kind, zijn adopteerbaarheid, zijn sociaal milieu, zijn persoonlijke achtergrond en die van zijn familie, zijn medisch verleden en dat van zijn familie, alsmede omtrent zijn bijzondere behoeften.

Het verslag wordt neergelegd ter griffie.

Art. 1231-39. Binnen drie dagen na ontvangst van het verslag, bezorgt de griffier een afschrift ervan, alsmede een afschrift van het vonnis aan de federale centrale autoriteit. Hij stelt de vertegenwoordiger van het kind hiervan in kennis. De federale centrale autoriteit past onverwijld artikel 362-3, eerste lid, 2°, van het Burgerlijk Wetboek toe.

Onderafdeling 3. — Totstandkoming van de adoptie

Art. 1231-40. Behalve andersluidende bepaling in deze onderafdeling, zijn de bepalingen van afdeling 2 van toepassing op de totstandkoming van een interlandelijke adoptie.

Art. 1231-41. Het verzoekschrift op tegenspraak inzake adoptie wordt bij de jeugdrechtbank ingediend :

1° binnen drie jaar na de datum van de beslissing of van de afgifte van de verklaring van de inzake adoptie bevoegde autoriteit van de andere Staat waarin de adoptant zijn gewone verblijfplaats heeft of de adoptanten hun gewone verblijfplaats hebben, waarin bevestigd wordt dat zij bekwaam en geschikt zijn om een interlandelijke adoptie aan te gaan; en

2° binnen zes maanden te rekenen van de aankomst van het kind in België.

Art. 1231-42. Tenzij de rechtbank reeds in het bezit is gesteld van deze stukken, vraagt zij onverwijld aan de federale centrale autoriteit om haar toe te zenden :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing of van de verklaring bedoeld in artikel 1231-41, 1°;

2° een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing van de Belgische rechter of, ingeval het kind zijn gewone verblijfplaats in een andere Staat heeft, van de verklaring waarin de bevoegde autoriteit van deze Staat bevestigt dat het kind adopteerbaar is en vaststelt dat, na de mogelijkheden tot plaatsing van het kind in de Staat waar het zijn gewone verblijfplaats heeft behoorlijk te hebben onderzocht, een interlandelijke adoptie aan het hoger belang van het kind en eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, beantwoordt;

3° een voor eensluidend verklaard afschrift van de verslagen bedoeld in de artikelen 1231-32 van dit Wetboek, en 361-3, eerste lid, 2°, van het Burgerlijk Wetboek, of in de artikelen 1231-38 van dit Wetboek en 362-3, eerste lid, 1°, van het Burgerlijk Wetboek;

4° een verklaring waarin de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap of, ingeval het kind zijn gewone verblijfplaats in een andere Staat heeft, de bevoegde autoriteit van deze Staat vaststelt en met reden omkleedt waarom de beslissing om het kind toe te vertrouwen aan de adoptant of aan de adoptanten, aan het hoger belang van het kind en de eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen, beantwoordt.

Wanneer de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap met toepassing van artikel 361-4, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, stukken heeft aanvaard die zijn gelijkgesteld met de verklaringen bedoeld in het tweede lid, 2° en 4°, van dit artikel, worden deze door de federale centrale autoriteit overgezonden. Wanneer door de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap vrijstelling werd verleend van overlegging van deze stukken of van een ervan, bezorgt de centrale federale autoriteit aan de rechter een bewijs van de vrijstelling.

Art. 1231-43. Par dérogation à l'article 1231-5, les avis visés aux 1° à 5°, de cet article ne sont pas recueillis si les articles 361-3 ou 362-2 du Code civil ont été respectés.

Art. 1231-44. Par dérogation à l'article 1231-10, les personnes visées à l'alinéa premier, 4°, de cet article ne sont pas convoquées si les articles 361-3 ou 362-2 du Code civil ont été respectés.

Art. 1231-45. L'article 1231-6 n'est pas applicable.

Section 4. — De la révocation de l'adoption simple et de la révision de l'adoption

Art. 1231-46. Sauf si la présente Section en dispose autrement, l'action en révocation d'une adoption simple et l'action en révision d'une adoption sont intentées, instruites et jugées conformément aux règles ordinaires de procédure et de compétence.

Art. 1231-47. Le tribunal prononce la révocation de l'adoption simple ou la révision de l'adoption.

La cause est instruite en chambre du conseil.

Art. 1231-48. L'adopté est appelé à la cause par le greffier.

L'adopté âgé de moins de douze ans, mineur prolongé ou interdit est représenté par un tuteur ad hoc désigné par le tribunal à la demande du procureur du Roi.

L'article 1231-11 est applicable.

Art. 1231-49. Le greffier appelle en outre à la cause, selon le cas :

1° si la demande porte sur la révocation d'une adoption simple :

a) la mère et le père de l'adopté âgé de moins de dix-huit ans, lorsque la révocation est demandée à l'égard de l'adoptant ou des adoptants;

b) l'adoptant à l'égard duquel la révocation n'est pas demandée, lorsque la révocation est demandée à l'égard de l'un seulement des adoptants;

2° si la demande porte sur la révision d'une adoption et si l'adopté a moins de dix-huit ans :

a) la mère et le père de l'adopté, lorsque l'adoption attaquée est une adoption simple;

b) les personnes qui avaient la qualité de père et mère avant que l'adoption attaquée ne produise ses effets, lorsqu'il s'agit d'une adoption plénière.

Art. 1231-50. Le jugement est prononcé en audience publique. S'il révoque l'adoption simple ou révisé l'adoption, le dispositif du jugement mentionne la date de la demande, l'identité complète des adoptants et des adoptés à l'égard desquels l'adoption simple est révoquée ou à l'égard desquels l'adoption est révisée, le nom et les prénoms que portera celui qui était adopté, ainsi que celui que porteront ses descendants dont le nom avait été modifié par l'adoption.

Art. 1231-51. Si la personne qui était adoptée ou son représentant le demande, le tribunal peut décider qu'elle continuera à porter les prénoms ou le nom qui lui avaient été attribués par la décision judiciaire prononçant l'adoption.

Art. 1231-52. Les articles 1231-16 à 1231-21 sont applicables aux procédures de révocation de l'adoption.

Section 5. — Des recours

Art. 1231-53. L'appel de tout jugement avant dire droit et de tout jugement définitif rendu en vertu des sections 2, 3 et 4 du présent chapitre, est introduit par requête déposée au greffe de la cour d'appel.

Art. 1231-54. Le délai d'appel est d'un mois à compter de la notification du jugement par pli judiciaire.

Art. 1231-55. La cour d'appel peut requérir le ministère public de recueillir des informations complémentaires, et également ordonner une nouvelle étude sociale. Les mêmes délais sont d'application que ceux prévus par les dispositions relatives à la procédure en première instance.

Art. 1231-56. S'il s'agit d'un mineur, des mesures provisoires peuvent entre-temps être prises dans l'intérêt de l'enfant. »

Art. 1231-43. In afwijking van artikel 1231-5 worden de adviezen bedoeld in 1° tot 5° van dit artikel niet ingewonnen indien artikel 361-3 of 362-2 van het Burgerlijk Wetboek zijn nageleefd.

Art. 1231-44. In afwijking van artikel 1231-10 worden de personen bedoeld in het eerste lid, 4°, van dit artikel niet opgeroepen indien de artikelen 361-3 of 362-2 van het Burgerlijk Wetboek zijn nageleefd.

Art. 1231-45. Artikel 1231-6 is niet van toepassing.

Afdeling 4. — Herroeping van de gewone adoptie en herziening van de adoptie

Art. 1231-46. Behalve andersluidende bepaling in deze afdeling worden de vorderingen tot herroeping van een gewone adoptie en die tot herziening van een adoptie ingesteld, behandeld en berecht overeenkomstig de gewone procedure- en bevoegdheidsregels.

Art. 1231-47. De rechtbank spreekt de herroeping van een gewone adoptie of de herziening van een adoptie uit.

De zaak wordt in raadkamer behandeld.

Art. 1231-48. De geadopteerde wordt door de griffier in het geding geroepen.

De geadopteerde die minder dan twaalf jaar oud is, in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert of onbekwaam is verklaard, wordt vertegenwoordigd door een voogd ad hoc door de rechtbank op verzoek van de procureur des Konings aangesteld.

Artikel 1231-11 is van toepassing.

Art. 1231-49. De griffier roept daarenboven, naargelang het geval, de volgende personen in het geding :

1° indien het verzoek betrekking heeft op de herroeping van een gewone adoptie :

a) de ouders van de, geadopteerde die minder dan achttien jaar oud is ingeval de herroeping wordt gevorderd ten aanzien van de adoptant of van de adoptanten;

b) de adoptant ten aanzien van wie de herroeping niet is gevorderd, wanneer de herroeping slechts wordt gevorderd ten aanzien van een van de adoptanten;

2° indien, het verzoek betrekking heeft op de herziening van een adoptie en de geadopteerde de leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt :

a) de ouders van de geadopteerde, wanneer de betwiste adoptie een gewone adoptie is;

b) in geval van een volle adoptie, de personen die de hoedanigheid van ouder bezaten voordat de betwiste adoptie gevolgen had.

Art. 1231-50. Het vonnis wordt in openbare terechtzitting uitgesproken. Indien daarbij de gewone adoptie wordt herroepen of de herziening van de adoptie wordt uitgesproken, vermeldt het beschik-kend gedeelte van het vonnis de datum van het verzoek, de volledige identiteit van de adoptanten en van de geadopteerden ten aanzien van wie de gewone adoptie is herroepen of de adoptie is herzien, de naam en de voornamen die de persoon die geadopteerd was, zal dragen, alsook die welke zijn afstammelingen, van wie de naam ingevolge de adoptie was gewijzigd, zullen dragen.

Art. 1231-51. Indien de persoon die geadopteerd was of zijn vertegenwoordiger daarom verzoekt, kan de rechtbank beslissen dat die persoon de voornamen of de naam blijft dragen die hem was toegekend in de rechterlijke beslissing waarbij de adoptie is uitgesproken.

Art. 1231-52. De artikelen 1231-16 tot 1231-21 zijn van toepassing op procedures inzake de herroeping van adoptie.

Afdeling 5. — Beroep

Art. 1231-53. Hoger beroep tegen elk vonnis alvorens recht te doen en tegen elk eindvonnis gewezen overeenkomstig de afdelingen 2, 3 en 4 van dit hoofdstuk, gebeurt bij verzoekschrift dat ingediend wordt op de griffie van het hof van beroep.

Art. 1231-54. De beroepstermijn bedraagt één maand, te rekenen van de betekening van het vonnis bij gerechtsbrief.

Art. 1231-55. Het hof van beroep kan het openbaar ministerie verzoeken bijkomende inlichtingen in te winnen en eveneens een nieuw maatschappelijk onderzoek bevelen. Dezelfde termijnen zijn van toepassing als die welke voorzien zijn door de bepalingen betreffende de procedure in eerste aanleg.

Art. 1231-56. Indien het om een minderjarige gaat, kunnen ondertussen voorlopige maatregelen worden genomen in het belang van het kind. »

CHAPITRE IV. — *Modifications du Code pénal*

Art. 6. Dans l'article 391 *bis*, alinéa 2, du Code pénal, les mots "et 364 du Code civil" sont remplacés par les mots "et 353-14 du Code civil".

Art. 7. Il est inséré dans le Deuxième Livre, titre VII, du même Code, un Chapitre X, comprenant les articles 391 *quater* et 391 *quinquies*, rédigé comme suit : "Chapitre X. — Des crimes et délits en matière d'adoption :

Art. 391 *quater*. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six euros à cinq cents euros ou d'une de ces peines seulement quiconque aura, dans une intention frauduleuse, obtenu ou tenté d'obtenir pour lui-même une adoption contrevenant aux dispositions de la loi.

En cas de récidive dans les trois ans qui suivent un jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef d'une infraction à l'alinéa premier, ces peines pourront être portées au double.

Art. 391 *quinquies*. Sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents euros à vingt-cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement toute personne qui sera intervenue comme intermédiaire en obtenant ou en tentant d'obtenir une adoption pour autrui sans être membre d'un organisme préalablement agréé à cette fin par la communauté compétente ou qui, membre d'un organisme agréé, aura obtenu ou tenté d'obtenir pour autrui une adoption contrevenant aux dispositions de la loi. »

CHAPITRE V. — *Modifications de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse*

Art. 8. Dans l'article 33 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifié par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 29 avril 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Toutefois, elle ne porte sur le droit de consentir à l'adoption de l'enfant que si le jugement le stipule expressément. »

Art. 9. A l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 21 mars 1969 et remplacé par les lois des 2 février 1994 et 29 avril 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "des articles 350, 353, et 367, § 2, du Code civil" sont remplacés par les mots "des dispositions particulières en matière d'adoption";

2° à l'alinéa 4, 2°, les mots "361, § 3, 367, § 7," sont remplacés par les mots "353-10, 354-2".

Art. 10. A l'article 45, 1, de la même loi, modifié par les lois des 21 mars 1969, 2 février 1994 et 29 avril 2001, les mots "et aux articles 361, § 3, et 367, § 7, dernier alinéa," sont remplacés par les mots "et aux articles 353-10 et 354-2" et les mots "des articles 145, 350, 353, 367, § 2, 478 et 479 du même Code" sont remplacés par les mots "des articles 145, 478 et 479 du même Code et des articles 1231-3, 1231-24, 1231-27 et 1231-46 du Code judiciaire".

Art. 11. Dans l'article 51, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 21 mars 1969, 2 février 1994 et 26 juin 2000, les mots "aux articles 145, 148, 302, 361, § 3, 367, § 7, dernier alinéa" sont remplacés par les mots "aux articles 145, 148, 302, 353-10, 354-2".

Art. 12. Dans l'article 54, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 2 février 1994, les mots "ou en matière d'adoption ou d'adoption plénière," sont supprimés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*Section 1^{re}. — *Disposition générale*

Art. 13. En application de l'article 92 *bis*, § 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, inséré par la loi du 8 août 1988, un accord de coopération peut être conclu avec les communautés sur l'exercice conjoint de compétences propres, lequel porte entre autres sur la communication et l'échange d'informations, de données, de documents, de rapports et de décisions en vue de réaliser une adoption internationale dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het Strafwetboek*

Art. 6. In artikel 391 *bis*, tweede lid, van het Strafwetboek, worden de woorden "en 364 van het Burgerlijk Wetboek" vervangen door de woorden "en 353-14 van het Burgerlijk Wetboek".

Art. 7. In het tweede boek, titel VII van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk X ingevoegd, dat de artikelen 391 *quater* tot 391 *quinquies* omvat, luidende : "Hoofdstuk X. — Misdrijven en wanbedrijven inzake adoptie :

Art. 391 *quater*. Met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die voor zichzelf, met bedrieglijk inzicht, een adoptie heeft verkregen of proberen te verkrijgen die strijdig is met de bepalingen van de wet.

Bij herhaling binnen drie jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling wegens overtreding van het bepaalde in het eerste lid kunnen deze straffen worden verdubbeld.

Art. 391 *quinquies*. Met een gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van vijfhonderd euro tot vijftienduizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die bij een adoptie als tussenpersoon is opgetreden en voor een derde een adoptie heeft verkregen of proberen te verkrijgen zonder lid te zijn van een daartoe vooraf door de bevoegde gemeenschap erkende adoptiedienst of die als lid van een erkende adoptiedienst voor een derde een adoptie heeft verkregen of proberen te verkrijgen die strijdig is met de bepalingen van de wet. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming*

Art. 8. In artikel 33 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987 en vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : « Ze slaat evenwel enkel op het recht om toe te stemmen in de adoptie van het kind wanneer het vonnis dit uitdrukkelijk bepaalt. »

Art. 9. In artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969 en vervangen bij de wetten van 2 februari 1994 en 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de artikelen 350, 353 en 367, § 2, van het Burgerlijk Wetboek" vervangen door de woorden "bijzondere bepalingen inzake adoptie";

2° in het vierde lid, 2°, worden de woorden "361, § 3, 367, § 7," vervangen door de woorden "353-10, 354-2".

Art. 10. In artikel 45, 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969, 2 februari 1994 en 29 april 2001, worden de woorden "in de artikelen 361, § 3, en 367, § 7, laatste lid," vervangen door de woorden "in de artikelen 353-10 en 354-2" en worden de woorden "de artikelen 145, 350, 353, 367, § 2, 478 en 479 van hetzelfde Wetboek" vervangen door de woorden "de artikelen 145, 478 en 479 van het hetzelfde Wetboek en de artikelen 1231-3, 1231-24, 1231-27 en 1231-46 van het Gerechtelijk Wetboek".

Art. 11. In artikel 51, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969, 2 februari 1994 en 26 juni 2000, worden de woorden "in de artikelen 145, 148, 302, 361, § 3, 367, § 7, laatste lid" vervangen door de woorden "in de artikelen 145, 148, 302, 353-10, 354-2".

Art. 12. In artikel 54, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994, vervallen de woorden "of inzake adoptie of volle adoptie,".

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*Afdeling 1. — *Algemene bepaling*

Art. 13. Met toepassing van artikel 92 *bis*, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988, kan een samenwerkingsakkoord met de gemeenschappen gesloten worden over het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, die onder meer betrekking hebben op het verstrekken en uitwisselen van informatie, gegevens, documenten, verslagen en beslissingen, teneinde een interlandelijke adoptie in het hoger belang van het kind en met eerbied voor de fundamentele rechten die het op grond van het internationaal recht toekomen tot stand te brengen.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 14. L'article 5 de la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale, modifié par la loi du 31 mars 1987, est complété comme suit : « 7° aux actes, procurations, attestations ou certificats qui concernent un projet d'adoption à établir ou à faire reconnaître en Belgique ou une adoption prononcée ou reconnue en Belgique. »

Art. 15. Les dispositions de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, applicables aux ascendants et descendants s'appliquent à l'adoptant, à l'adopté et à ses descendants.

Art. 16. Le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour l'application de la présente loi à des enfants réfugiés et autres enfants internationalement déplacés, en tenant compte des dispositions établies à ce sujet par les organisations internationales dont la Belgique est membre ou par les conventions internationales auxquelles elle est partie.

Art. 17. L'adoption plénière par une personne de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son conjoint, prononcée par une décision devenue définitive avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, est réputée ne pas avoir rompu le lien de filiation ou de filiation adoptive entre ce conjoint et l'enfant.

Art. 18. L'adoption par une personne de son enfant né hors mariage, prononcée par une décision devenue définitive avant la date de l'entrée en vigueur de la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation, est réputée non avenue.

Art. 19. Le consentement des personnes déchues partiellement ou totalement de l'autorité parentale à l'égard de leur enfant par une décision devenue définitive avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi est requis en vue de l'adoption de cet enfant.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 20. Sans préjudice des articles 17, 18 et 19, la chose jugée sous l'empire du droit antérieur ne peut être remise en cause par l'application de la présente loi.

Art. 21. Lorsqu'un acte d'adoption a été dressé ou une demande en homologation ou en prononciation d'adoption a été introduite devant un tribunal avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ces procédures restent soumises au droit antérieur.

Art. 22. Lorsqu'une demande en révocation a été introduite devant un tribunal avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ces procédures restent soumises au droit antérieur.

Art. 23. Par dérogation aux articles 21 et 22, tout officier de l'état civil qui transcrit sur ses registres une décision relative à une adoption ou porte, en marge d'un acte ou d'une décision figurant dans ses registres, une mention relative à une adoption, en informe sans délai l'autorité centrale fédérale.

Art. 24. § 1^{er}. Les anciens articles 344 et 344ter du Code civil demeurent en vigueur jusqu'à une date à fixer par le Roi.

§ 2. En cas de reconnaissance d'une décision étrangère en matière d'adoption, devenue définitive avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions du droit antérieur qui régissent les conditions de fond de la reconnaissance peuvent s'appliquer si elles sont plus favorables à la reconnaissance. Cette décision est enregistrée par l'autorité centrale fédérale, conformément à l'article 367-2 du Code civil.

Toute décision étrangère en matière d'adoption, reconnue en Belgique avant l'entrée en vigueur de la présente loi est enregistrée, à la demande des intéressés, par l'autorité centrale fédérale, conformément à l'article 367-2 du Code civil.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 14. Artikel 5 van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire agenten in notariële zaken, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt aangevuld als volgt : « 7° tot de akten, volmachten, verklaringen en getuigschriften die betrekking hebben op een voornemen tot adoptie die in België moet totstandkomen of worden erkend of op een adoptie die in België is uitgesproken of erkend. »

Art. 15. De bepalingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming die van toepassing zijn op de bloedverwanten in de opgaande lijn en op de bloedverwanten in de nederdalende lijn, zijn van toepassing op de adoptant, op de geadopteerde en op zijn afstammelingen.

Art. 16. De Koning kan de maatregelen treffen die nodig zijn om deze wet toe te passen op kinderen die het statuut van vluchteling bezitten, alsook op andere kinderen die interlandelijk zijn overgebracht, waarbij Hij rekening houdt met de bepalingen die in dit verband zijn uitgewerkt door de internationale organisaties waarvan België lid is, of door de internationale verdragen waarbij het partij is.

Art. 17. Wanneer een persoon het kind of het adoptief kind van zijn echtgenoot ten volle heeft geadopteerd op grond van een voor de datum van inwerkingtreding van deze wet definitief geworden beslissing, wordt de afstammingsband of adoptieve afstammingsband tussen deze echtgenoot en het kind als niet verbroken beschouwd.

Art. 18. De adoptie door een persoon van zijn buiten het huwelijk geboren kind, uitgesproken door een voor de datum van inwerkingtreding van de wet van 31 maart 1987 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de afstamming definitief geworden beslissing, wordt als niet verkregen beschouwd.

Art. 19. De toestemming van de personen die door een voor de datum van inwerkingtreding van deze wet definitief geworden beslissing ten dele of geheel ontzet zijn van het ouderlijk gezag ten aanzien van hun kind, is vereist voor de adoptie van dit kind.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 20. Onverminderd de artikelen 17, 18 en 19, kunnen vonnissen gewezen krachtens het vroegere recht niet meer in het geding worden gebracht door de toepassing van deze wet.

Art. 21. Wanneer een akte van adoptie werd opgesteld of bij de rechtbank een verzoek tot homologatie of uitspraak van de adoptie werd ingediend voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, blijft het vroegere recht van toepassing.

Art. 22. Wanneer bij de rechtbank een verzoek tot herroeping werd ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet, blijft het vroegere recht van toepassing.

Art. 23. In afwijking van de artikelen 21 en 22, stelt ieder ambtenaar van de burgerlijke stand die in zijn registers een beslissing inzake een adoptie heeft overgeschreven of die in een akte of beslissing vermeld in zijn registers een kantmelding heeft gedaan van een akte of beslissing betreffende een adoptie, de federale centrale autoriteit daarvan onverwijld in kennis.

Art. 24. § 1. De oude artikelen 344 en 344ter van het Burgerlijk Wetboek blijven in werking tot op een door de Koning te bepalen datum.

§ 2. In geval van erkenning van een vreemde beslissing inzake adoptie die vóór de inwerkingtreding van deze wet definitief is geworden, kunnen de bepalingen van het vroegere recht die de grondvoorwaarden van de erkenning beheersen, worden toegepast indien zij gunstiger zijn voor deze erkenning. Deze beslissing wordt overeenkomstig artikel 367-2 van het Burgerlijk Wetboek geregistreerd door de federale centrale autoriteit.

Iedere vreemde beslissing inzake adoptie die vóór de inwerkingtreding van deze wet in België werd erkend, wordt op verzoek van de belanghebbenden door de federale centrale autoriteit geregistreerd overeenkomstig artikel 367-2 van het Burgerlijk Wetboek.

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 25. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Santo Stefano, le 24 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2001-2002.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

Projet de loi, n° 2-1366/001 du 17 juillet 2001.

Session ordinaire 2002-2003.

Documents parlementaires :

Amendements, n° 2-1366/002 et 2-1366/003. — Avis du Conseil supérieur de la Justice, n° 2-1366/004. — Amendements, n° 2-1366/005 à 2-1366/010. — Rapport du 10 janvier 2003 par MM. Verherstraeten et Van Hoorebeke et Mmes Herzet et Lalieux, n° 2-1367/011. — Texte adopté par la commission, n° 2-1367/012. — Amendement, n° 2-1366/013. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2-1366/014.

Annales parlementaires. Discussion et adoption séances des et 15 et 16 janvier 2003.

Sénat.

Documents parlementaires :

Projet transmis par la Chambre des représentants pour évocation, n° 2-1428/1. — Amendements, n°s 2-1428/2 et 2-1428/3. — Rapport du 25 février 2003 de Mmes Taelman et de T'Serclaes, n° 2-1428/4. — Texte amendé par la commission, n° 2-1428/5. — Amendements, n° 2-1428/6. Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-1428/7.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption séance du 27 février 2003.

Chambre des représentants.

Texte amendé par le Sénat, n° 2-1366/015. — Rapport du 13 mars 2003 par Mme Herzet et M. Verherstraeten, n° 2-1366/016. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2-1366/017.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption, 20 mars 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1950

[C — 2003/09447]

**4 AVRIL 2003. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1965
portant règlement général des établissements pénitentiaires**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté vise la création, d'une part, d'un Conseil central de surveillance pour l'administration pénitentiaire et, d'autre part, d'une commission de surveillance au sein de chaque établissement pénitentiaire. Ces nouveaux organes remplaceront les actuels Conseil supérieur de la Politique pénitentiaire et commissions administratives. Le fonctionnement, la composition, les compétences et les missions doivent être professionnalisés et revalorisés. Les mandats des membres du Conseil supérieur de la politique pénitentiaire sont arrivés à échéance,

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 25. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Santo Stefano, 24 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

Wetsontwerp, nr 2-1366/001 van 17 juli 2001.

Gewone zitting 2002-2003.

Parlementaire stukken :

Amendementen, nr. 2-1366/002 en 2-1366/003. — Advies van de Hoge Raad voor de Justitie, nr. 2-1366/004. — Amendementen, nr. 2-1366/005 tot 2-1366/010. — Verslag van 10 januari 2003 door de heren Verherstraeten en Van Hoorebeke en de dames Herzet en Lalieux, nr. 2-1366/011. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-1366/012. — Amendement, nr. 2-1366/013. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2-1366/014.

Parlementaire Handelingen. Bespreking en aanneming : vergaderingen van 15 en 16 januari 2003.

Senaat.

Parlementaire stukken :

Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers voor evocatie, nr. 2-1428/1. — Amendementen, nrs. 2-1428/2 en 2-1428/3. — Verslag van 24 januari 2003 van de dames Taelman en T'Serclaes, nr. 2-1428/2. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-1428/5. — Amendementen, nr. 2-1428/6. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1428/7.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming : vergadering van 27 februari 2003.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Tekst geamendeerd door de Senaat, nr. 2-1366/015. — Verslag van 13 maart 2003 van Mevr. Herzet en de heer Verherstraeten, nr. 2-1366/016. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2-1366/017.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming vergadering van 20 maart 2003.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1950

[C — 2003/09447]

**4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965
houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik U ter ondertekening voorleg, beoogt de oprichting van een Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen enerzijds, en de oprichting van een Commissie van Toezicht bij iedere gevangenis anderzijds. Deze nieuwe organen zullen de huidige Hoge Raad voor het Penitentiair Beleid en de huidige Bestuurscommissies vervangen. De werking, samenstelling, bevoegdheden en taken dienen te worden geprofessionaliseerd en geherwaardeerd. De mandaten van de leden van de Hoge Raad voor Penitentiair Beleid zijn afgelopen, wat de geschikte gelegenheid is om deze organen te